

PLAN GENERAL DE COORDINATION

Indice A

Affaire : RENOVIATION DES FACADES DU CENTRE D'ULM

Adresse :

N° d'affaire : ATS20250203-10010

Catégorie : 2

N° du document : 01

Date : 27/06/2025

Auteur : Quentin HENRY



lemoal lemoal

MAITRE D'OUVRAGE	MAITRE D'ŒUVRE	COORDONNATEUR SPS
UNIVERSITE PARIS SORBONNE 12 place du Panthéon 75005 Paris	LEMOAL LEMOAL 40 rue du château 75010 Paris	ALEATEC SECURITE 19 boulevard Robert Thiboust 77700 SERRIS

Article R4532-42 Créé par [Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. \(V\)](#)

Le maître d'ouvrage, ou l'entrepreneur principal en cas de sous-traitance, mentionne dans les documents remis aux entrepreneurs, que le chantier sur lequel ils seront appelés à travailler en cas de conclusion d'un contrat est soumis à l'obligation de plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Article R4532-43 Créé par [Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. \(V\)](#)

Le plan général de coordination est un document écrit qui définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises.

Article R4532-44 Créé par [Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. \(V\)](#)

Le plan général de coordination est joint aux autres documents remis par le maître d'ouvrage aux entrepreneurs qui envisagent de contracter. Il énonce notamment :

- 1° Les renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier, et notamment ceux complétant la déclaration préalable ;
- 2° Les mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur ;
- 3° Les mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et de santé et les sujétions qui en découlent concernant, notamment :
 - a) Les voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales ou verticales ;
 - b) Les conditions de manutention des différents matériaux et matériels, en particulier pour ce qui concerne l'interférence des appareils de levage sur le chantier ou à proximité, ainsi que la limitation du recours aux manutentions manuelles ;
 - c) La délimitation et l'aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou de substances dangereuses ;
 - d) Les conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres ;
 - e) Les conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés ;
 - f) L'utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale ;
 - g) Les mesures prises en matière d'interactions sur le site ;
- 4° Les sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier ;
- 5° Les mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant, notamment:
 - a) Pour les opérations de construction de bâtiment, les mesures arrêtées par le maître de l'ouvrage en application de l'article [R. 4533-1](#) ;
 - b) Pour les opérations de génie civil, les dispositions prises par le maître d'ouvrage pour établir des conditions telles que les locaux destinés au personnel du chantier soient conformes aux prescriptions qui leur sont applicables en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail ;
- 6° Les renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des travailleurs ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière ;
- 7° Les modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs ou travailleurs indépendants.

Article R4532-45 Créé par [Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. \(V\)](#)

Le plan général de coordination rappelle, dans le cas de la constitution d'un collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail, la mission de ce collège en la matière.

Article R4532-46 Créé par [Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. \(V\)](#)

Les dossiers techniques regroupant les informations relatives à la recherche et à l'identification des matériaux contenant de l'amiante prévus aux articles [R. 1334-22](#), [R. 1334-27](#) et [R. 1334-28 du code de la santé publique](#) sont joints au plan général de coordination.

Article R4532-47 Créé par [Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. \(V\)](#)

Le plan général de coordination est complété et adapté en fonction de l'évolution du chantier et de la durée effective à consacrer

Affaire

RENOVATION DES FACADES DU
CENTRE D'ULM

ATS20250203-10010

N° document

01

Date

27/06/2025

aux différents types de travaux ou phases de travail.

Ces modifications sont portées à la connaissance des entreprises.

Article R4532-48 Créé par [Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. \(V\)](#)

Le plan général de coordination intègre, notamment, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant, les plans particuliers de sécurité et de santé ainsi que, lorsqu'ils sont requis, les plans de prévention prévus par d'autres dispositions du code du travail.

Article R4532-49 Créé par [Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. \(V\)](#)

Dès la phase de consultation des entreprises, le maître d'ouvrage adresse le plan général de coordination, sur leur demande, à l'inspection du travail, à l'Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics et au service de prévention des organismes de sécurité sociale.

Article R4532-50 Créé par [Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. \(V\)](#)

Le plan général de coordination tenu sur le chantier peut être consulté par :

- 1° Les membres des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, les délégués du personnel, appelés à intervenir sur le chantier ;
- 2° Le médecin du travail ;
- 3° Les membres du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail ;
- 4° L'inspection du travail ;
- 5° L'Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics ;
- 6° Le service de prévention des organismes de sécurité sociale.

Article R4532-51 Créé par [Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. \(V\)](#)

Le plan général de coordination tenu sur le chantier est conservé par le maître d'ouvrage pendant une durée de cinq années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

Rappel des abréviations utilisées :

AIPR : Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux	DHOL : Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons
CCAP : Cahier des Clauses Administratives Particulières	DICT : Déclaration d'Intention de Commencer les Travaux
CCTP : Cahier des Clauses Techniques Particulières	DIUO : Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'ouvrage
CCTC : Cahier des Clauses Techniques Communes	MCA : Matériaux contenant de l'amiante
CCAG : Cahier des Clauses Administratives Générales	MO ou MOA : Maître d'Ouvrage
CISSCT : Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail	MOE : Maître d'Ouvre
CSPS : Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé	PGCSPS : Plan Général de Coordination, de Sécurité et de Protection de la Santé
DCE : Dossier de Consultation des Entreprises	PGP : Principes Généraux de Prévention

Affaire

RENOVATION DES FACADES DU
CENTRE D'ULM

ATS20250203-10010

N° document

01

Date

27/06/2025

EVOLUTION DU PGC

DATES	OBSERVATIONS	INDICE	DIFFUSION
27/06/2025	Intégration PRO	A	Maitre d'ouvrage Maitre d'œuvre

Le présent PGC fera l'objet d'une adaptation, en fonction des informations à apporter à la coordination SPS, notamment :

Document	Reçu	En attente
Calendrier de l'opération	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Consultation des entreprises (PRO)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Contrainte de site / IC à organiser avec le chef d'établissement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Déclaration préalable	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Décomposition du marché en lots	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Diagnostic avant travaux amiante	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Diagnostic avant travaux plomb	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Liste des intervenants + coordonnées	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Toutes autres informations nécessaires à l'analyse des situations, telle que modes opératoires spécifiques d'intervention, dès établis	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Documents, attendus au format Pdf.

Affaire

RENOVATION DES FACADES DU
CENTRE D'ULM

ATS20250203-10010

N° document

01

Date

27/06/2025

<i>0</i>	<i>RENSEIGNEMENT DE L'OPÉRATION</i>	<i>7</i>
<i>1</i>	<i>LES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF INTERESSANT LE CHANTIER ET NOTAMMENT CEUX COMPLETANT LA DECLARATION PREALABLE</i>	<i>9</i>
1.1	Liste des intervenants / Nomenclature des Lots / Organismes institutionnels.....	9
1.1	Nature du projet.....	10
1.2	Contraintes du projet.....	11
1.3	Déclaration préalable et catégorie d'opération.	11
1.4	Entreprises présumées appelées à intervenir sur le chantier	11
1.5	Travailleurs appelés à intervenir sur le chantier.	12
1.6	Personnel intérimaire.....	12
1.7	Prêt personnel et sous-traitance	13
1.8	Amiante.....	13
1.9	Plomb	14
1.10	Nature de sol	18
1.11	Réseaux enterrés ou aériens	18
<i>2</i>	<i>CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR</i>	<i>18</i>
2.1	Plan d'installation de chantier.....	19
2.2	Horaires de chantier	20
2.3	Les livraisons.....	20
2.4	Planning.....	20
2.5	Installation de chantier en liaison avec la voie publique	20
2.6	Conditions d'accès au chantier à partir de la voie publique.....	21
2.7	Dispositions particulières	21
2.8	Divers	22
<i>3</i>	<i>MESURES DE COORDINATION PRISE PAR LE COORDONNATEUR</i>	<i>22</i>

Affaire

RENOVATION DES FACADES DU
CENTRE D'ULM

ATS20250203-10010

N° document

01

Date

27/06/2025

3.1	Plannings prévisionnels de travaux et d'exécution de travaux	22
3.2	Organisation des déplacements et des circulations horizontales et verticales	23
3.3	Conditions de Manutention et limitation des manutentions manuelles	29
3.4	Stockage et entreposage des matériaux.....	34
3.5	Conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres	34
3.6	Conditions d'enlèvements des matériaux dangereux utilisés	37
3.7	Protections collectives / Accès provisoires.....	38
3.8	Electricité de chantier	45
3.9	Mesures prises en matière d'interactions sur le site (Gestion de la co activité).....	47
3.10	Nuisances.....	48
3.11	Travaux par point chaud.....	49
4	<i>MESURES GENRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT</i>	49
4.1	Cantonnements	49
5	<i>RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISE EN LA MATIERE</i>	51
5.1	Organisation	51
6	<i>MODALITE DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRISE, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDEPENDANTS</i>	53
6.1	PPSPS.....	53
6.2	Prestataire de service	56
6.3	Travailleurs indépendants	56
6.4	Travailleurs détachés	57
	ANNEXES	59
	Panneau : En cas d'accident	60
	Document harmonisé d'organisation des livraisons en Sécurité (DHOL)	61

Affaire

RENOVATION DES FACADES DU
CENTRE D'ULM

ATS20250203-10010

N° document

01

Date

27/06/2025

0 RENSEIGNEMENT DE L'OPÉRATION

Cette opération sera réalisée en tenant compte des nouvelles dispositions de sécurité et de protection de la santé applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil, issues de la Loi n° 1418 du 31.12.1993, portant transposition de la directive du Conseil des Communautés Européennes n° 92.57 du 24.06.92 et définies par les décrets du 26.12.94 des 4 et 6 mai 1995 et le décret 2003.68 du 24 janvier 2003.

A ce titre, l'attention de toutes les entreprises est attirée sur le fait qu'elles devront tenir compte des modalités d'organisation issues de ce texte qui représentent les mesures minimales à observer, et notamment des deux éléments suivants :

- Il a été désigné le 12/06/2025, en phase de conception / réalisation, un coordonnateur dont la fonction est d'organiser la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé entre les différents intervenants du chantier.
- Le présent document intitulé Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé (PGCSPS) est établi en application des dispositions de l'article R4352-52 du Code du Travail : opération de 2ème catégorie.

Le PGCSPS intégrera, en les harmonisant, les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) qui devront être remis par les entreprises intervenantes et leurs sous-traitants, après inspection commune avec le Coordonnateur, et selon le canevas du « cadre type de PPSPS » (Annexé au présent PGCSPS)

Dans l'ensemble du PGCSPS, les termes « entreprise » et « entrepreneur » désignent, qu'ils soient titulaires uniques, co-traitants ou sous-traitants, aussi bien les travailleurs indépendants que les employeurs lorsqu'ils exercent directement une activité sur ce chantier.

L'ATTENTION DES ENTREPRISES EST ATTIRÉE SUR L'EXIGIBILITÉ DU PPSPS, EN SON ABSENCE, L'ENTREPRISE N'EST PAS AUTORISÉE À PÉNÉTRER SUR LE CHANTIER MÊME SI SON DÉLAI D'EXÉCUTION EST COURT.

LES INTERVENTIONS DU MAÎTRE D'OUVRAGE, DU MAÎTRE D'ŒUVRE ET DU COORDONNATEUR NE DÉGAGENT EN RIEN LA RESPONSABILITÉ DE L'ENTREPRENEUR ET NE DISPENSENT PAS DE COMPLÉTER LES DISPOSITIONS PRISES.

Ressources à disposition des entreprises : Documentation de l'INRS, de l'OPPBTP (fiches, manuels de sécurité, mémo pratiques, etc.) et code du travail.

Affaire

RENOVATION DES FACADES DU
CENTRE D'ULM

ATS20250203-10010

N° document

01

Date

27/06/2025

Article L4121-1 code du travail

L'employeur prend les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs.

Ces mesures comprennent :

- 1° Des actions de prévention des risques professionnels ;
- 2° Des actions d'information et de formation ;
- 3° La mise en place d'une organisation et de moyens adaptés.

L'employeur veille à l'adaptation de ces mesures pour tenir compte du changement des circonstances et tendre à l'amélioration des situations existantes.

Article L4121-2 du Code du Travail

L'employeur met en œuvre les mesures prévues à l'article L. 4121-1 sur le fondement des principes généraux de prévention suivants :

- 1° Éviter les risques ;
- 2° Évaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
- 3° Combattre les risques à la source ;
- 4° Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
- 5° Tenir compte de l'état d'évolution de la technique ;
- 6° Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux ;
- 7° Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment les risques liés au harcèlement moral, tel qu'il est défini à l'article L. 1152-1 ;
- 8° Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle ;
- 9° Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

Ces dispositions s'appliquent à l'entrepreneur et à ses sous-traitants directs ou indirects. La coordination des travaux effectués par les sous-traitants, notamment en matière de sécurité et de protection de la santé, demeure sous la responsabilité de l'entrepreneur titulaire du marché.

Affaire

RENOVATION DES FACADES DU
CENTRE D'ULM

ATS20250203-10010

N° document

01

Date

27/06/2025

1 LES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF INTERESSANT LE CHANTIER ET NOTAMMENT CEUX COMPLETANT LA DECLARATION PREALABLE

1.1 Liste des intervenants / Nomenclature des Lots / Organismes institutionnels

	Intervenant	Représenté par	Coordonnées
Maîtrise d'Ouvrage	UNIVERSITE PARIS 1 PANTHEON SORBONNE Direction du Patrimoine de l'Immobilier	Mme RICCIARDI Gaelle	gaelle.ricciardi@univ-paris1.fr
Architecte	LEMOAL LEMOAL	Margaux MARY Christophe LEMOAL Arnaud PAUPERT	margaux.mary@lemoal-lemoal.com christophe@lemoal-lemoal.com arnaud@lemoal-lemoal.com
BET	LBE Ingénierie	Arnaud LANVIN	arnaud.lanvin@lbei.fr
Bureau de contrôle	ALEATEC	Tristan MARQUES Alexis CHASSIN	06 75 34 75 80 tristan.marques@groupe-aleatec.com 06 61 20 26 54 alexis.chassin@groupe-aleatec.com
CSPS	ALEATEC SECURITE	Quentin HENRY (titulaire) Cyril GAMET (suppléant)	06 03 61 44 25 quentin.henry@groupe-aleatec.com 06 81 10 87 40 cyril.gamet@groupe-aleatec.com

Lot	Entreprise	Représenté par	Coordonnées
01 Amiante			
02 Installation de chantier - MEX - Traitement des façades – Bardage			
03 Second oeuvre			
04 Electricité			
05 CVC			

Organismes institutionnels	Entreprise	Téléphone	Mail
Inspection du travail	11 rue de Cambrai - 75019 Paris	01 70 96 19 85	drieets-idf-ud75.uc5@drieets.gouv.fr
GRAMIF	17/19 avenue de Flandre 75019 Paris	01 40 05 38 16	prevention75.cramif@assurance-maladie.fr
OPPBTP	25 Av. du Général Leclerc, 92100 Boulogne- Billancourt	01 70 95 56 99	iledefrance@oppbtp.fr

1.1 Nature du projet

L'objectif du projet est de remplacer les fenêtres et d'installer de l'isolation thermique sur les façades extérieures du bâtiment, soit les façades donnant sur la rue d'ULM et de la place du Panthéon.

Descriptif : RENOVATION DES FACADES DU CENTRE D'ULM

Adresse du chantier : 1 rue d'Ulm – 75005 Paris à l'angle de la rue d'ULM et de la place du panthéon

Date prévisionnelle de début de chantier : Décembre 2025

Durée de la période de préparation : 2 mois

Délai d'exécution des travaux : 10 mois

Affaire

RENOVATION DES FACADES DU
CENTRE D'ULM

ATS20250203-10010

N° document

01

Date

27/06/2025

Mode de passation des marchés : Publics.

1.2 Contraintes du projet

Les consignes et l'organisation entre chantiers arrêtées sont alors communiquées aux entreprises appelées à intervenir sur le chantier via le PGC SPS, et si nécessaire le registre journal.

1.3 Déclaration préalable et catégorie d'opération.

(Articles L4532-1, R. 4532-2 et R. 4532-3 du code du travail)

Ce formulaire doit être utilisé pour déclarer toute opération du secteur du bâtiment ou du génie civil dont l'effectif prévisible des travailleurs doit dépasser vingt travailleurs à un moment quelconque des travaux et dont la durée doit excéder trente jours ouvrés, ainsi que celles dont le volume prévu des travaux doit être supérieur à 500 hommes-jours.

Cette déclaration est adressée par le demandeur, au plus tard à la date de dépôt du permis de construire.

Le démarrage des travaux est prévu Décembre 2025 pour une durée de 10 mois, y compris la période de préparation. L'effectif prévisionnel sera de 15 personnes. Au regard du volume Hommes-jours, le chantier est classé en catégorie 2 au sens de l'article R 4532-1 du décret N°94-1159 du 26 décembre 1994.

1.4 Entreprises présumées appelées à intervenir sur le chantier

La liste des entreprises, y compris les sous-traitants est tenue à jour par le Coordonnateur de sécurité de « Réalisation » dans le registre journal.

L'entrepreneur prendra en compte dans la conception et la réalisation des travaux de son contrat, toutes les dispositions nécessaires pour intégrer les principes généraux de la

prévention et se conformer aux obligations qui lui incombent, en respect du code du travail en matière de sécurité, de protection de la santé et des conditions de travail.

En outre, l'entrepreneur devra se conformer aux dispositions édictées :

- Par le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre dans les pièces constitutives du marché qui ont une influence en matière de sécurité et de protection de la santé, notamment le CCAP et le CCTP ;
- Par le coordonnateur SPS désigné, dans le présent Plan général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé.

Ces dispositions s'appliquent à l'entrepreneur et à ses sous-traitants directs ou indirects, ainsi qu'aux travailleurs indépendants qui auront conclu un contrat de prestation ou de travaux avec l'entrepreneur.

La coordination des travaux effectués par les sous-traitants ou travailleurs indépendants, notamment en matière de sécurité et de protection de la santé, demeure sous la responsabilité de l'entrepreneur titulaire du marché.

L'entrepreneur prendra les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé de son personnel et veillera à leur adaptation pour tenir compte du changement des circonstances et tendre à l'amélioration des situations existantes.

La mise en œuvre des mesures prévues par l'entrepreneur s'effectuera en respect des dispositions législatives, réglementaires et contractuelles, sur la base des principes généraux de prévention

1.5 Travailleurs appelés à intervenir sur le chantier.

Si des travailleurs détachés sont affectés à l'opération, le maître d'ouvrage doit porter à la connaissance de ces travailleurs (par affiche pérenne apposée dans le local vestiaire) les informations sur la réglementation française de droit du travail qui leur est applicable (durée du travail, salaire minimum, hébergement, prévention des chutes de hauteur, EPI obligatoires, droit de retrait). Ces informations sont traduites dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des Etats d'appartenance de ces salariés.

1.6 Personnel intérimaire

Affaire

RENOVATION DES FACADES DU
CENTRE D'ULM

ATS20250203-10010

N° document

01

Date

27/06/2025

L'emploi de personnel intérimaire est **STRICTEMENT INTERDIT** pour les travaux sur des matériaux amiantés. Il est recommandé de ne pas employer de personnel intérimaire pour les travaux à risques (en particulier démolitions) ou nécessitant un suivi médical (en particulier travaux sur matériaux contenant du plomb).

1.7 Prêt personnel et sous-traitance

Toute entreprise sous-traitante qui interviendra sur le chantier devra avoir été agréée par le maître d'ouvrage (ou son représentant). Le coordonnateur SPS n'effectuera l'inspection commune avec l'entreprise qu'après avoir été averti de l'obtention de l'agrément. Le recours au prêt de personnel ne pourra se faire qu'exceptionnellement et dans le strict respect des procédures légales existantes. La non-observation des dispositions ci-dessus entraînerait, par le maître d'ouvrage, l'exclusion immédiate du chantier, de ou des entreprises prises en défaut. L'utilisation d'entreprise sous-traitante est **STRICTEMENT INTERDIT** pour les travaux sur des matériaux amiantés.

1.8 Amiante

CONTEXTE REGLEMENTAIRE : lorsque la date de dépôt de permis de construire des ouvrages à mettre en travaux est antérieure au 01/07/1997.

Les entreprises devront prendre connaissance de l'ensemble du diagnostic présent dans le dossier de consultation. Voir le fichier : « RAPPORT AMIANTE AVANT TRAVAUX ETABLIS PAR LA ST2 XPRT7 en date du 31/10/2023 »

Les joints mastic gris (colle) présents entre la pierre et le mur béton côté ULM ont été testé positifs à l'amiante, tout comme les joints de mastic gris entre la pierre et le cadre métallique de la façade Panthéon, et les joints de vitrages des deux façades.

L'entreprise titulaire du lot 01 devra, en fonction des résultats :

Travaux en sous-section 3 (retrait ou encapsulage d'amiante) :

- Intervention par entreprise certifiée dans le domaine des travaux réalisés.
- Formation des salariés.
- Rédaction d'un plan de retrait, transmis aux organismes de prévention (au plus tard 1 mois avant le démarrage des travaux).
- Rédaction d'un PPSPS, transmis au coordonnateur SPS.

Ou

Travaux en sous-section 4 (intervention sur ou à proximité de MPCA susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante)

- Formation des salariés.
- Rédaction d'un mode opératoire, transmis aux organismes de prévention, en fonction de la procédure en vigueur.
- Rédaction d'un PPSPS, transmis au coordonnateur SPS.
- Mettre en place des moyens de protection collective.
- Mettre à disposition de leurs salariés des équipements de protection individuelle adaptés aux travaux à réaliser.
- Respecter la VLEP (Valeur Limite d'Exposition Professionnelle) : 10 fibres/litre d'air/8h. Zone de stockage des déchets, avant évacuation du chantier :
- Localisation :
- Sécurisation : accès interdit à toute personne non autorisée et non formée ; local matérialisé (container, local existant fermé, zone à l'abri des intempéries).

PROCEDURE EN CAS DE DECOUVERTE EN COURS DE TRAVAUX DE MATERIAUX / PRODUITS SUSCEPTIBLES DE CONTENIR DE L'AMIANTE :

- Alerter rapidement la Direction de travaux et le coordonnateur SPS (circonstances, localisation)
- Aucune manipulation ne doit être rendue possible ; rappel que les interventions doivent être organisées en fonction des investigations alors à diligenter, et sous respect des dispositions réglementaires ; prévention des risques liés aux activités sur ou à proximité de matériaux / produits contenant de l'amiante/HAP.
- Isoler la zone de découverte par balisage suffisamment en retrait du matériau / produit découvert, mettre en place une signalisation d'interdiction de zone / diffuser les consignes aux entreprises.

1.9 Plomb

Les entreprises devront prendre connaissance de l'ensemble du diagnostic présent dans le dossier de consultation. Voir le fichier : « DIAGNOSTIC PLOMB AVANT TRAVAUX ETABLIS PAR LA STE XPRT7 en date du 08/11/2023 »

Il n'a pas été mis en évidence de plomb sur les revêtements prélevés.

PROCEDURE EN CAS DE SUSPICION EN COURS DE TRAVAUX DE MATERIAUX / PRODUITS SUSCEPTIBLES DE CONTENIR DU PLOMB OU REPUTES EN CONTENIR :

- Alerter rapidement la Direction de travaux et le coordonnateur SPS (circonstances,

Affaire

RENOVATION DES FACADES DU
CENTRE D'ULM

ATS20250203-10010

N° document

01

Date

27/06/2025

localisation)

- Aucune manipulation ne doit être rendue possible ; rappel que les interventions doivent être organisées en fonction des investigations alors à diligenter, et sous respect des dispositions réglementaires ; prévention des risques liés aux activités sur ou à proximité de matériaux / produits contenant du plomb.
- Isoler la zone de découverte par balisage suffisamment en retrait du matériau / produit découvert, mettre en place une signalisation d'interdiction de zone / diffuser les consignes aux entreprises.

Dans son obligation de formation et d'information, l'employeur des salariés appelés à intervenir sur les zones repérées comme plombées ; quelle que soit la teneur, même inférieure à 1 mg/cm² ; devra mettre en place tout dispositif de protection collective et individuelle assurant leur sécurité et la protection de leur santé. Des contrôles d'empoussièrement (en particulier essai à la lingette avec teneur = 1 000 µg/m²) et un suivi médical sera assuré (avant, pendant, après intervention), afin de s'assurer que les teneurs admissibles pour le corps humain n'ont pas été dépassées :

- VLB (Valeur Limite Biologique) : < 400 µg/litre de sang pour l'homme et 300 µg/litre pour la femme.
- VLEP (Valeur Limite d'Exposition Professionnelle) : <0,1mg/m³ d'air/8h

Il est recommandé de toujours faire appel aux mêmes équipes pour effectuer les interventions, afin d'assurer plus facilement le suivi médical et de ne pas faire appel à des travailleurs intérimaires (voir article 1.8 ci-dessus). Zone de stockage des déchets, avant évacuation du chantier :

- Localisation :
- Sécurisation : accès interdit à toute personne non autorisée et non formée ; local matérialisé (container, local existant fermé, zone à l'abri des intempéries).

Lots concernés

Tous Lot Intervenant sur ou en contiguïté de Produits ou matériaux plombé. Concernant les travaux contaminés par le plomb : Informer, former

- Informer de la nature des travaux le Médecin du Travail et le CHSCT (ou à défaut les délégués du personnel).
- Informer par écrit les salariés sur le risque plomb par la rédaction et la diffusion d'une notice de poste.
- Former les salariés (technique employée, équipements de protection, nettoyage du chantier, évacuation des déchets, entrées et sorties de la zone de travail, règles d'hygiène à respecter).

Affaire

RENOVATION DES FACADES DU
CENTRE D'ULM

ATS20250203-10010

N° document

01

Date

27/06/2025

Préparer le chantier

- Examiner le diagnostic de recherche de plomb et recouper la localisation des revêtements concernés avec le lieu et la nature des travaux prévus
- Choisir les techniques d'intervention les moins polluantes possibles en y associant une technique de réduction de l'empoussièrement à la source adaptée.
- Choisir les protections collectives et individuelles adaptées à la technique.

Avant de démarrer les travaux

- Rendre le chantier inaccessible au public

Délimiter et signaler les zones à risque.

- En fonction de la technique employée, prévoir éventuellement un isolement de la zone, un sas d'accès, la mise en place d'extracteurs d'air à filtration Très Haute Efficacité
- Aménager un local inaccessible au public pour y stocker les déchets.
- Mettre à disposition des opérateurs sur le chantier :
 - Un point d'eau équipé de savon et de brosses à ongles,
 - Une douche chauffée avec un espace de déshabillage,
 - Un local avec des armoires vestiaires à deux compartiments séparés (vêtements de travail, vêtements de ville),
 - Un local à usage de réfectoire.

OBLIGATIONS DE L'ENTREPRISE

Le Code du Travail précise les obligations générales de santé et de sécurité ainsi que les principes généraux de prévention.

Le Maître d'Ouvrage ainsi que le coordonnateur et les entreprises, sont tenus d'appliquer, dans le cadre de la coordination sécurité et protection de la santé, les principes généraux de prévention en réalisant une analyse des risques et en intégrant la prévention aux modes opératoires.

Les principales obligations de l'entreprise envers ses salariés, susceptibles d'être exposés au plomb ou à ses composés, sont actuellement les suivants :

- L'évaluation des risques pour la santé et la sécurité des salariés,
- La mise en œuvre des mesures visant à supprimer ou à réduire au minimum le risque d'exposition : conception et organisation des méthodes de travail adaptées, nombre de travailleurs exposés et durée de l'exposition, mise en œuvre des mesures d'hygiène appropriées,
- L'interdiction d'occuper les jeunes travailleurs de moins de 18 ans aux travaux de grattage, brûlage ou découpage au chalumeau de matières recouverts de peintures plombifères,

- L'interdiction d'affecter des femmes, enceintes ou allaitant, aux travaux les exposant au plomb
- L'établissement d'une liste actualisée des travailleurs exposés aux agents chimiques dangereux, accompagnée de fiches d'expositions,
- La réalisation d'un examen préalable par le médecin du travail,
- L'organisation d'une surveillance médicale spéciale pour le personnel effectuant, de façon habituelle, des travaux comportant la manipulation ou l'exposition,
- La remise, au salarié, d'une notice écrite l'informant : des potentiels, des moyens collectifs et individuels de protection, des méthodes de travail offrant les meilleures garanties d'hygiène, de l'obligation de se soumettre à des examens médicaux périodiques
- L'organisation, en liaison avec le CSE (Comité Social et économique) ou, à défaut, les délégués du personnel et le médecin du travail, d'une formation pratique,
- La réalisation des travaux avec la mise en place d'un isolement de la zone de chantier
- La prise en compte de la concentration moyenne admissible en vapeurs, fumées ou poussières de plomb, de l'air inhalé par un travailleur ; celle-ci ne doit pas dépasser 0,10 mg/m³ en moyenne sur 8 heures,
- La fourniture de gants en matière imperméable aux produits manipulés,
- La fourniture de vêtements de protection individuelle, de coiffures ou de bottes ou de chaussures de travail, L'entreprise veille au port de ces différents équipements de protection individuelle.
- La mise en place d'une surveillance particulière ainsi que la fourniture d'appareils de protection respiratoire attribués individuellement, lorsque la concentration en vapeurs, fumées ou poussières de plomb dans l'atmosphère, dépasse 0,05 mg/m³ en moyenne sur 8 heures, ou lorsque la plombémie dépasse 20 µg/100 ml de sang, soit 200 µg/l pour les femmes,
- Lorsque les conditions de travail comportent le risque d'imprégnation des vêtements par le plomb ou ses composés, l'employeur en assure le bon entretien et le lavage fréquent,
- La mise à disposition de douches lors de travaux de grattage, brûlage, découpage au chalumeau de matières recouvertes de peintures plombifères,
- L'interdiction aux travailleurs de boire, de manger ou de fumer dans les zones de travail, ainsi qu'en vêtements de travail. Afin d'éviter la dissémination de poussières contaminées dans l'atmosphère extérieure au chantier ou leur dépôt sur des surfaces non protégées, l'entreprise aura à réaliser des protections étanches par film polyane d'épaisseur au moins égale à 200 µm, fixées si nécessaire sur l'ossature à l'aide d'agrafes et fermées par un ruban adhésif fort ou tout autre moyen approprié. Nous rappelons que certains réseaux enterrés (gaz et eau) peuvent contenir du plomb. Il conviendra que l'entreprise avertisse le coordonnateur SPS en cas de découverte de tuyauterie plomb.

Affaire

RENOVATION DES FACADES DU
CENTRE D'ULM

ATS20250203-10010

N° document

01

Date

27/06/2025

1.10 Nature de sol

S.O

1.11 Réseaux enterrés ou aériens

Lot 01 et 02 : Les travaux ne pourront commencer sans l'établissement d'une DT (Déclaration de projet de Travaux) par le maître d'ouvrage auprès des concessionnaires répertoriés dans le Guichet Unique géré par INERIS (reseauet-canalisation.gouv.fr). La DT sera complétée par la DICT (Déclaration d'Intention de Commencement des Travaux) établit par l'entreprise, auprès des concessionnaires. Dans le cas d'incertitude sur la position des réseaux, le maître d'ouvrage lancera des investigations complémentaires réalisées par un prestataire agréé. Réseaux impactés. Localisation des réseaux impactés : le maître d'ouvrage doit les faire repérer ou piqueter de manière efficace, pendant toute la durée des travaux

2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR

Affaire

RENOVATION DES FACADES DU
CENTRE D'ULM

ATS20250203-10010

N° document

01

Date

27/06/2025

Désignation Temporalité	Risque	Sécurisation Localisation	Lot chargé de la mise en place et de l'entretien	Utilisateur / mutualisation des moyens
PIC (plan d'installation de chantier)	Heurts Collision Intrusion	Projet de PIC fournis au DCE à reprendre par l'entreprise en phase Exe	Lot 02	TCE
Clôture	Heurts Collision Intrusion	De type HERAS à double menottes (2 m de haut) Bardage nervuré (2 m de haut minimum) selon les recommandation des services de voirie → Pic Provisoire défini par le MOE et Présent dans le DCE.	Lot 02	TCE

Portail et portillon	Heurts Collision Intrusion	Portillon accès piétons séparé de la voie engin Portails pour accès et sortie avec signalétique Fermeture de l'ensemble par serrures à clefs → Pic Provisoire défini par le MOE et Présent dans le DCE.	Lot 02	TCE
Homme trafic	Heurts Collision Intrusion	Permanent à chaque entrée ou sortie d'engin ou véhicule	TCE	TCE
Dévoisement voirie publique	Heurts Collision Intrusion	À définir si besoin en adéquation avec les services de la ville	Lot 02	TCE
Signalisation	Heurts Collision Intrusion	Amont et aval des accès. Panneaux de chantier avertissant : - d'éventuels gabarits à respecter, - de risques électriques, - de risques d'enfouissements, - de sens de circulation à respecter, - d'arrêt à marquer, - de vitesse à respecter... - Stop et miroir en sortie de site. - Rappel des priorités - Port des EPI et interdiction à chaque entrée.	Lot 02	TCE
Accès principal	Heurts Collision Intrusion	Accès à l'emprise chantier	Lot 02	TCE
Accès secondaire	Heurts Collision Intrusion	Accès au bâtiment rue d'Ulm	Lot 02 / MOA	TCE
Liste du personnel	Heurts Collision Intrusion	Diffusion à la Maitrise d'Oeuvre préalablement à l'intervention sur site et au lot 02	TCE	TCE

2.1 Plan d'installation de chantier

Voir la proposition d'installation de chantier sur place.

Affaire

RENOVATION DES FACADES DU
CENTRE D'ULM

ATS20250203-10010

N° document

01

Date

27/06/2025

2.2 Horaires de chantier

Horaires d'accès au site : 8h à 17h30.

Le chantier ne sera pas accessible le week-end et jour férié, sauf demande à la MOA.

2.3 Les livraisons

Les entreprises organiseront les livraisons et préviendront la MOA en amont lors des réunions de chantier du MOE.

2.4 Planning

Le planning prévu par le maître d'œuvre d'exécution, en concertation avec les entreprises, sera établi pour gérer toute coactivité dans une même zone de travail, en particulier pour les travaux à risques et pour les travaux superposés en hauteur. Dans ces situations, des réunions de coordination entre le maître d'œuvre de réalisation, le coordonnateur SPS et les entreprises, seront effectuées pour définir les méthodologies d'intervention et pour mutualiser les moyens mis en œuvre.

2.5 Installation de chantier en liaison avec la voie publique

Dispositions prises pour limiter l'accès aux seules personnes autorisées

Le personnel des entreprises, y compris sous-traitants et travailleurs indépendants, devront prendre connaissance, dès leur arrivée, de l'organisation générale du chantier.

Se référer au registre du personnel de chaque entreprise consultable à tout moment sur le chantier. Le registre inclura également la photocopie de la dernière visite médicale.

En complément de points ci-dessus les entreprises tiendront à jour quotidiennement un tableau reprenant les entreprises présentes sur site, la date de validation de son agrément, la date de l'Inspection Commune et la date de validation de son PPS PS. Ce tableau sera diffusé de manière hebdomadaire (ou sur demande) aux différentes Maîtrises, OPC et CSPS. L'ensemble du personnel portera des tenues de travail aux logos de leurs entreprises respectives.

Affaire

RENOVATION DES FACADES DU
CENTRE D'ULM

ATS20250203-10010

N° document

01

Date

27/06/2025

Chaque entrepreneur doit munir ses ouvriers du chantier d'une tenue au nom de leur entreprise. Les autorisations d'accès sur le chantier doivent être limitées aux seules entreprises déclarées (y compris les sous-traitants) qui doivent établir la liste nominative du personnel intervenant.

Astreinte - Gardiennage – Surveillance

Chaque entreprise devra désigner un représentant qui pourra être joint en dehors des heures d'ouverture du chantier (téléphone portable), aussi bien la nuit que les jours fériés ou chômés, pour parer d'une façon rapide et efficace à tout incident survenant du fait du chantier pendant l'exécution des travaux. Lors d'intervention en dehors des horaires normaux de chantier (nuit ou week-end), une présence de l'encadrement de l'entreprise titulaire du marché sera nécessairement prévue pour l'encadrement de ses sous-traitants et/ou fournisseurs. Ce représentant prendra toutes les dispositions nécessaires, en accord avec le représentant du CSPS et ensuite avec un représentant du Maître d'Ouvrage, pour procéder immédiatement à la remise en situation normale des ouvrages tant sur le plan de la sécurité que sur la pérennité des ouvrages. Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'imposer la mise en place d'un Agent de Sécurité pour répondre à tout constat de dysfonctionnement relatif à la Sécurité des Ouvriers.

Disposition en cas de litige ou de défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et sur demande, pourra décider de faire procéder au nettoyage des postes de travail par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

2.6 Conditions d'accès au chantier à partir de la voie publique

Disposition en cas de litige ou de défaillance

Le coordonnateur avise l'entreprise de la défaillance ou de la non-application d'une mesure. En cas de non-respect de la demande du coordonnateur SPS celui-ci avise le Maître d'Ouvrage de la défaillance ou de la non-application d'une mesure par l'entreprise. Une réunion est réalisée entre les différentes parties concernées afin d'analyser la ou les défaillances et le ou les responsables de cette défaillance. Un accord est trouvé à l'issue de cette réunion. En cas de non-accord entre les parties, le Maître d'Ouvrage reste seul décideur

2.7 Dispositions particulières

Affaire

RENOVATION DES FACADES DU
CENTRE D'ULM

ATS20250203-10010

N° document

01

Date

27/06/2025

Le chantier se situe dans une zone urbaine dense. A cet effet, les entreprises devront organiser les approvisionnements / sortie de chantier en conséquence et assurer le strict respect des emprises voiries.

Interdiction de travail avec ouvrier isolé

A aucun moment un salarié ne pourra se retrouver seul sur le site ou affecté à des travaux, ou une zone sans pouvoir être secourus immédiatement.

Interdiction de fumer

- Dans les cantonnements.
- Sur le chantier, dans les locaux fermés

2.8 Divers

Chaque entreprise devra désigner un représentant qui pourra être joint en dehors des heures d'ouverture du chantier (téléphone portable), aussi bien la nuit que les jours fériés ou chômés, pour parer d'une façon rapide et efficace à tout incident survenant du fait du chantier pendant l'exécution des travaux.

3 MESURES DE COORDINATION PRISE PAR LE COORDONNATEUR

3.1 Plannings prévisionnels de travaux et d'exécution de travaux

L'entreprise doit dresser un Planning d'exécution comprenant également, le cas échéant, les prestations qu'elle aura si besoin sous traitées. Pour permettre la coordination des travaux, chaque entreprise intervenante devra fournir la durée de réalisation de ses tâches, avec les contraintes s'y rapportant. Ce planning devra permettre d'analyser la coactivité, simultanée comme successive, les risques qui en découlent, les impératifs qui ont dicté les choix retenus et les éventuelles modifications qui peuvent les réduire.

Il doit impérativement faire apparaître les éléments suivants :

- Les installations de chantier
- La mise en place et mutualisation de l'échafaudage et de son moyen de levage

- La répartition des tâches entre les éventuelles entreprises cotraitantes, sous-traitantes
- Le découpage des interventions par lot de corps d'état, qui entraînent les principes de protections collectives retenus ou modifiés

En règle générale, les entreprises sont tenues de respecter les principes généraux de prévention : code du travail.

3.2 Organisation des déplacements et des circulations horizontales et verticales

3.2.1 Plan d'installation chantier

Risques	Désignation Temporalité	Sécurisation Localisation	Lot chargé de la mise en place / Maintenance	Utilisateur / mutualisation des moyens
Lié à la coactivité	Plan d'installation chantier	Affichage sur site avec l'organisation générale du chantier (dont l'autorisation de voirie)	Lot 02	Lot TCE

Un plan sera établi par le lot défini qui sera chargé de le soumettre au Maître d'oeuvre et au Coordonnateur SPS, dès la phase de préparation.

Sur ce plan doit figurer à minima :

- Les points d'accès du chantier piétons et véhicules
- Les zones de stockage et de stationnement
- Les sens de circulation et zones de manœuvre et de chargement/déchargement
- Les équipements dédiés au déchargement et à la manutention verticale.
- Les cheminements piétons
- L'emplacement de la base vie ainsi que sa configuration

Ce plan sera communiqué à toutes les Entreprises intervenantes sur le site

Prendre en compte les :

- Croisements et interférences des flux, a bonnes conditions de circulation, éclairage, visibilité, intempéries, encombrements ainsi que les contraintes de la Ville/ département (via l'autorisation de Voirie qui sera sollicitée) ;
- Accès et circulation du personnel, stationnement de leurs véhicules, trajet direct, passage piétons protégés signalés, dissuasion du stationnement sauvage ;

Affaire

RENOVATION DES FACADES DU
CENTRE D'ULM

ATS20250203-10010

N° document

01

Date

27/06/2025

- Livraisons et expéditions : créneaux horaires définis, parkings d'attente prévus ; aménagement de locaux d'accueil ;
 - Lieux de chargement et déchargement précisés et signalés ;
 - Entreprises extérieures : établissement visible de loin ; information préalable des entreprises extérieures sur les règles de stationnement et de circulation ;
 - Matériels roulants : revêtement et résistance du sol compatibles avec les engins, présence d'aires de manœuvre ;
 - Encombrements et obstacles : zones matérialisées et dégagées ;
 - Dénivellations : traitement (antidérapant) et visibilité des marches, escaliers, sols... ;
 - Facteurs humains : respect des vitesses, de la signalisation, des priorités, des passages piétons Fournir un plan d'installation de chantier et un plan d'accès comprenant les zones de circulation, stationnements, manœuvres, stockages...
- Déterminer les périodes de circulation et les représenter graphiquement Identifier les zones à circulations croisées Analyser physiquement ces croisements de circulation pour en améliorer les conditions (état du sol, éclairage, visibilité...) Faciliter la circulation de toutes personnes et des véhicules dans l'enceinte et : Mettre à disposition un plan de circulation avant ou dès l'arrivée de l'entreprise extérieure Installer des panneaux signalétiques de direction, d'entrée et sortie d'entreprise... Signaler les zones d'arrêt, d'attente et la fonction des bâtiments.

3.2.2 Echafaudages

Risques	Désignation Temporalité	Sécurisation Localisation	Lot chargé de la mise en place / Maintenance	Utilisateur / mutualisation des moyens
Chute de hauteur	Echafaudage de pied	A définir en réunion Au fur et à mesure de l'évolution et montage de la structure du bâtiment.	Lot 02	Lot 01, 02 et 03
Chute d'objet	Echafaudage intérieur	A définir	Lots 03, 04 et 05	Lots 03, 04 et 05
Heurt				

Échafaudages de pieds

L'installation des échafaudages sera du ressort de l'entreprise titulaire du lot 02 qui en fera assurer le montage et démontage par un louageur employant du personnel qualifié et compétent et le maintiendra en bon état et en conformité avec la réglementation en vigueur.

Les monteurs devront disposer de la notice du fabricant et du plan de montage réalisé par le louageur.

Les échafaudages seront montés par du personnel habilité et formé et préconisations du Fabricant pour un modèle homologué. Avant utilisation ils devront être vérifiés par des personnels habilités et formés.

Ils comporteront les moyens d'accès, les protections contre les chutes d'objets ou de personnel (plinthes, lisses intermédiaires et hautes, avec échelles fixes et trappes intérieures).

Si les échafaudages comportent un bâchage, ils seront maintenus à la façade. La vérification de la solidité des ancrages sera à la charge du louageur.

Ils seront implantés sur un sol stable ou stabilisé. Les études de montage et de stabilité seront à la charge du louageur. L'entreprise utilisatrice définira les zones où seront implantés les échafaudages en concertation avec le louageur. Elle devra s'assurer avant montage des échafaudages, de l'accessibilité et du dégagement de tout obstacle sur les zones en question. Lors des phases de montage des éléments d'échafaudages, le personnel travaillant en hauteur devra obligatoirement porter le harnais de sécurité lors des déplacements sur les plateaux s'ils ne sont pas protégés par des garde-corps. Les zones d'échafaudages en cours de montage devront être balisées au sol, interdisant le passage d'autres salariés sous les charges en mouvement. Le balisage sera à la charge du monteur.

METAH (Mutualisation des Equipement de Travail et Accès en Hauteur)

Lot 02 pour lots 01 et 02

Dans le cadre de la démarche METAH, les équipements de travail et d'accès en hauteur utilisés par plusieurs lots sont mutualisés, à la charge du lot 02 pour notamment :

- Échafaudages intérieurs et extérieurs,

Les entreprises s'engagent à inscrire leurs travaux dans le cadre de ces démarches, à utiliser les moyens mutualisés mis à disposition. Les entreprises soumissionnaires doivent tenir compte de la mise à disposition de ces moyens communs dans le cadre de l'estimation de leurs montants de travaux.

Les entreprises désirant utiliser les échafaudages ne pourront le faire qu'en se conformant aux Règles d'utilisation édictées par le louageur et en ne modifiant, en aucun cas, les installations mises en place. Un PV de réception des installations de montage devra être signé entre le louageur et l'entreprise utilisatrice. Les échafaudages mobiles posséderont les dispositifs de blocage.

Affaire

RENOVATION DES FACADES DU
CENTRE D'ULM

ATS20250203-10010

N° document

01

Date

27/06/2025

Mise en place d'une convention entre l'entreprise installatrice et les entreprises utilisatrices

Celui-ci devra être vérifié dans toutes ces parties en vue de s'assurer qu'il est conforme aux prescriptions du décret du 8 Janvier 1965.

Ces examens seront renouvelés toutes les fois qu'il est nécessaire et tous les 3 mois pendant tout le temps qu'il reste en place.

Les examens seront effectués quotidiennement à la diligence du présent lot par une personne qualifiée et compétente.

Le nom et la qualité de cette personne seront consignés sur le registre de sécurité.

3.2.3 Circulations piétonnes destinés aux personnels

Circulation des piétons à l'intérieur du chantier :

Risque	Désignation Temporalité	Sécurisation Localisation	Lot chargé de la mise en place / Maintenance	Utilisateur / mutualisation des moyens
Heurt personnel/engin	Accueil	Accueil par l'encadrement respectif du compagnon avec fiche daté et présentation du chantier et des tâches à réaliser.	TCE	TCE
Heurt engins /véhicule Chute d'objet	Accès au cantonement	Accès obligatoire par cheminement dédié et propre.	Lot 02	TCE
Chute de plain- pied	Cheminement cantonement /chantier	Balisage et éclairage obligatoire.	Lot 02, 04 et MOA	TCE
Projection matière/matériau	Séparation piétons/véhicul es	Mise en place de GBA Béton autant que possible. Présence de garde-corps entre les deux pour éliminer les risques de heurts.	Lot 02	TCE
Chute avec dénivellation/ chute de hauteur	Protection accès chantier	Mise en place d'un tourniquet avec lecteur de badge. Portail maintenue clos entre deux livraisons.	Lot 02	TCE
	Cheminement sur chantier	Soit par tapis de couleurs, par balisage rigide délimitant les différentes zones (Stockage, zone interdite, ...).	Lot 02	TCE
	Eclairage	Eclairage de circulation par bandes led et BAES. Éclairage extérieur Projecteurs halogène étanches, mâts d'éclairage etc...	Lot 04	TCE

	Signalisation	Affichage directionnel à chaque entrée, numérotation des niveaux, Affichage des informations au droit des moyens de levages (Hauteur largeur libre, poids admissible, ...). Mise en place d'un PIC Dynamique à l'entrée de la base vie.	Lot 02	TCE
	Ascenseur/monte-charge	A définir Utilisation du matériel existant (Sous contrainte de vérification préalable, contrat de maintenance spécifique, ...). Mise en place de lift extérieur (Charge admissible et nombre de personnes à définir).	MOA	TCE
	Accès couverture Terrasse	Accès par escalier, Accès par escaliers métallique, Accès à définir Trappe d'accès changé en skydome d'accès par le lot 02	Lot 02 et MOA	TCE
	Auvent protection accès	Mise en place d'auvent systématique au point de levage des pièces servant au montage d'un échafaudage. Mise en place en cas d'impossibilité de décaler une intervention en hauteur	Lot 02	TCE

Ascenseur de chantier

Attention, l'entreprise prendra en compte le **SCALP** : « Sécurisation des Circulations, des Accès et Livraisons à Pied d'œuvre » pour mettre en œuvre des moyens mécanisés afin d'éviter les coltinages manuels et, d'une manière générale toutes les tâches manuelles répétitives pouvant entraîner des troubles musculo-squelettiques.

L'ensemble de ces tâches seront effectuées par un liftier afin de surveiller le bon fonctionnement du monte-charge la distribution du matériel dans les différents niveaux en coordination avec les responsables des entreprises s'avère indispensable pour un tel chantier. Son rôle est de gérer de manière concertée, organisée et intelligente les approvisionnements pas niveaux et d'éviter tout conflit et utilisation sans précaution de ce monte-matériaux.

Les ascenseurs définitifs du projet pourront être mis en service provisoirement pour desservir l'ensemble des étages du chantier.

Affaire

RENOVATION DES FACADES DU
CENTRE D'ULM

ATS20250203-10010

N° document

01

Date

27/06/2025

3.2.4 Circulation des véhicules de chantier

Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier :

Risques	Désignation Temporalité	Sécurisation Localisation	Lot chargé de la mise en place / Maintenance	Utilisateur / mutualisation des moyens
Heurt personnel/engin	Accueil	Présence systématique d'hommes trafic pour l'accueil de véhicule et livraison	TCE	TCE
Heurt engins /véhicule Chute d'objet	Voie intérieure	Zone carrossable et propre.	Lot 02	TCE
Chute de plain-pied	Aire de livraison	Zone balisée	Lot 02	TCE
	Aire de stationnement	Interdiction de stationnement	Lot 02	TCE
Projection matière/matériau	Signalisation	Mise en place de la signalétique en amont et Aval. Mise en place de la signalétique sur l'ensemble de périphérie du chantier (Port des EPI, Accès interdit, ...) Mise en place de l'affichage réglementaire au sein de la base vie (Coordonnées des institutions de Tutelles, Règlement intérieur, N° des secours,...)	Lot 02	TCE
Chute avec dénivellation/ Chute de hauteur	Homme de manœuvre	Présence permanente.	Lot 02	TCE
	Avertisseur de manœuvre	Obligatoire sur tout engin	Lot 02	TCE
	Nettoyage avant sortie	A Définir	Lot 02	TCE

Dispositions générales :

L'Entreprise chargée du lot établira un plan de circulation (plan trafic) évolutif selon les zones de travaux concernées, de façon à gérer les flux des véhicules durant la totalité du chantier. Un plan de principe sera établi par le Maître d'œuvre et affiné par l'Entreprise.

Circulation et stationnement dans le chantier

Les entrées devront être aménagées de manière à permettre l'évolution sans gêne des engins de chantier et des véhicules de livraison.

- Les véhicules légers de chantier devront être identifiés au nom de l'entreprise. Ils stationneront dans l'enceinte du Lotissement et sur des zones de stationnement spécifiquement aménagées sur chaque chantier.
- Les PL et engins de chantier devront rester sur la plate-forme de chantier.

Circulation aux abords du chantier

L'Entreprise chargée du lot 02 assurera l'entretien des voies d'accès au chantier. Elle devra la fourniture de l'ensemble des panneaux de circulation routière réglementaire sur toutes les voies débouchant sur le chantier et veillera à leurs maintiens en bon ordre et à leurs actualisations.

Dispositions prises pour le guidage et les manœuvres des engins : Hommes trafics systématique Chaque entreprise devra obligatoirement désigner un responsable sur site pour effectuer le guidage des engins de chantier, véhicules de livraison, etc... depuis les voiries extérieures vers les zones de livraisons. La même contrainte pour les sorties du chantier est à mettre en place.

3.3 Conditions de Manutention et limitation des manutentions manuelles

Risque	Désignation Temporalité	Sécurisation Localisation	Lot chargé de la mise en place / Maintenance	Utilisateur / mutualisation des moyens
Chute d'objet Heurt Écrasement	Recettes à matériaux	A définir en lien avec le lot 02 responsable de la mise en place des échafaudages extérieurs Affichage systématique de la charge admissible	Lot 02	TCE
	Ascenseur Monte -charge	A définir en lien avec la maîtrise d'ouvrage	MOA pour intérieur Lot 02 pour extérieur	TCE
	Monte matériaux	A définir sur le PIC Affichage systématique de la charge admissible.	TCE	TCE
	Chariot élévateur	Zone de déchargement et livraison	TCE	TCE sous contrainte des CACES afférent et

		Présence systématique d'un encadrant de l'entreprise demandeuse ou utilisatrice		autorisation de conduite
	Transpalette Chariot	Toute zone	TCE	TCE

Limitation des manutentions manuelles

Depuis les dispositions entrées en vigueur le 01/01/1993, la réglementation ne se borne plus à fixer des limites chiffrées de port des charges (55 kg), mais oriente les principes de prévention liés à la manutention manuelle, à savoir :

- On doit prioritairement éviter le recours à la manutention manuelle
- Si le recours à la manutention manuelle ne peut être évité, on doit chercher à limiter l'effort physique et à réduire au maximum les risques encourus par les opérateurs.

Évaluer les risques :

- Poids de la charge
- Effort physique requis,
- Caractéristiques du milieu de travail,
- Fréquence,
- Distances
- Durées des manutentions.

Organiser les postes de travail :

- Dans le P.P.S.P.S., prévoir par exemple, les méthodes d'approvisionnement et les techniques de travail.
- En fournissant des aides mécaniques ou, à défaut, des accessoires de prévention

Informers les opérateurs :

- Centre de gravité de la charge
- Risques encourus lorsqu'il y a mauvaise manœuvre
- Le poids de la charge ne doit pas dépasser 55 kg de manière habituelle

Former les opérateurs :

- Gestes et postures
- Protections individuelles

Suivant les phases de travaux, l'absence de grue sur le chantier ne devra, en aucun cas, générer des manutentions manuelles contraires à la loi. Les camions de livraison devront être auto-déchargeables. Des engins mécaniques devront être prévus pour distribuer matériels et matériaux.

D'autre part, il est rappelé aux entreprises que l'accès aux zones de stockage près du chantier présente des difficultés pour les véhicules longs. Si besoin est, les entreprises s'équiperont d'engins mécaniques de manutention (transpalettes, diables etc. ...) afin d'éviter toute manutention manuelle excessive.

Fractionnement des charges

Le port manuel des charges ne peut être totalement éliminé du poste de livraison au reste du travail. Les matériaux seront distribués niveau par niveau le moins loin des aires d'exploitation par différentes répartitions sur le plateau. Les aides mécaniques seront à définir au cas par cas, en tenant compte des réalités des avancements de chantier. Des accessoires spécifiques seront adaptés à la nature des manipulations. La généralisation du regroupement des charges sous forme de colis est à adopter systématiquement pour le chantier.

Dispositions générales :

Le prêt d'équipement de levage, nécessitera l'accord préalable du coordonnateur SPS ainsi qu'une vérification de la tenue et de la résistance des supports sur lequel il est mis en place, par un organisme agréé

Personnel utilisateur

Toute personne utilisant un engin de levage sur le chantier (grue à tour, grue automotrice, chariot élévateur, ...) devra avoir une autorisation de conduite valide ; le personnel affecté aux manœuvres de levage sera formé, en particulier aux gestes de commandement et à l'élingage. Les utilisateurs de matériel de manutention (lift, ascenseur, monte-charge, monte matériaux, treuil, ...) devront avoir reçu une formation spécifique.

Appareils de levage

Les entreprises devront tenir à disposition, sur chantier, les justificatifs des contrôles périodiques de chaque élément utilisé.

Sécurisation des moyens de levage

Les zones d'implantation seront vérifiées pour éviter tout risque de renversement (en particulier engin en bordure de fouille ou sur terrain remanié après terrassement). La solidité des ouvrages, sur lesquels des dispositifs de levage ou de manutention seraient fixés, devra être contrôlée par un organisme compétent.

Convention de prêt

Un protocole de mise à disposition de moyen de levage est en place sur le chantier. Ce dernier sera à rédiger systématiquement entre l'entreprise Prêteuse et l'Entreprise Utilisatrice.

Affaire

RENOVATION DES FACADES DU
CENTRE D'ULM

ATS20250203-10010

N° document

01

Date

27/06/2025

- Protocole pour les livraisons et approvisionnement régulier (Même matériel et condition identique)
- Protocole au coup par coup pour le reste.
- L'entreprise Utilisatrice sera responsable de l'adéquation entre la grue, la charge et les appareils. Il lui appartiendra de prendre en compte systématiquement ces points préalablement à toute opération de levage.
- Fourniture des accessoires de levage à la charge de l'entreprise utilisatrice (Accessoire de levage : équipement non incorporé placé entre la machine et la charge), l'entreprise prêteuse ne fournissant que la grue jusqu'au moufle, le grutier, et les moyens de communications radio. Ce matériel devra être conforme à la directive Machine et avoir fait l'objet au minimum des vérifications générales périodiques annuelles, en référence aux articles R. 4323-23 à R. 4323-27 du code du travail, ainsi qu'à l'arrêté du 1er mars 2004 pris en application de ces articles.
- L'entreprise utilisatrice mettra en place ses propres chefs de manœuvre (Personnel formé) l'autorité du levage restant systématique sous le contrôle du grutier. Les chefs de manœuvres ne réaliseront pas les manutentions eux-mêmes afin de conserver leur vigilance sur la tâche.

Le Balisage et la neutralisation des accès en contrebas des zones de levage et de travail resteront à la charge de l'entreprise utilisatrice. Dans tous les cas, le respect des zones de levages, celles d'interdiction en charge ou autre resteront de vigueur. En cas de non-respect d'un des points cités ci-dessus, le protocole en cours pourra devenir caduc sans avertissement. Nous rappelons à l'ensemble du collège, que le chantier est soumis à Autorisation de Conduite ET CACES, pour toute conduite d'engin (Approvisionnement ou travail). L'ensemble du Matériel se doit d'être à jour des contrôles réglementaires.

Aires de chargement et de déchargement

Elles figurent systématiquement sur le plan d'installation de chantier et seront évolutives suivant l'avancement du chantier. Ces aires et leurs voies d'accès seront délimitées à l'aide de matériels (garde-corps, palissades), maintenues en bon état pendant toute la durée du chantier. Une séparation physique sera mise en place afin qu'aucun cheminement piétons ne soit possible dans la zone de déchargement et chargement du chantier. Le nécessaire sera fait afin que l'on évite les marches arrière pour effectuer les déchargements et chargements véhicules.

DHOL (Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons) voir en annexe.

Ce document précise le cadre des opérations de livraison sur le chantier pour toutes les entreprises intervenantes. Le client (l'entreprise du BTP) établit son PPSPS et renseigne le

Affaire

RENOVATION DES FACADES DU
CENTRE D'ULM

ATS20250203-10010

N° document

01

Date

27/06/2025

DHOL à partir de l'inspection commune par les informations qui lui sont propres, et avant la livraison. Ce document, basé sur les éléments communs du chantier, devient le DHOL particulier de l'entreprise. Il est annexé au PPSPS de celle-ci.

Il est régulièrement mis à jour dans le cadre de l'harmonisation des PPSPS par le coordonnateur, et aussi pour tenir compte de l'évolution du chantier impactant les livraisons. Avant la livraison, les clients (entreprises du BTP) envoient à leurs fournisseurs le DHOL actualisé.

Si le DHOL ne peut pas être adressé à temps, le client (entreprise du BTP) informe le fournisseur du contenu du DHOL.

Ce document permet de préparer les livraisons en sécurité, notamment la coordination entre les acteurs de celle-ci.

Le plan d'installation de chantier viendra préciser les mesures de déplacement. La sécurité des piétons devra être intégralement assurée par une séparation des flux matérielle conforme à la réglementation.

Le DHOL doit intégrer les renseignements suivants, indispensables à la réalisation des opérations de livraison en sécurité :

- L'adresse du chantier,
- Les horaires de livraison,
- Les personnes à contacter (réceptionnaire) : nom, N° de téléphone, coordonnées...
- Les consignes de sécurité du chantier incluant les consignes de secours et de circulation, les modalités d'accès et de stationnement.
- Le plan du chantier précisant le lieu des vestiaires et des sanitaires (prévu dans le Plan d'Installation de Chantier)
- La définition des lieux de livraison et des zones de stockage (Recette à matériaux, zone délimitée au sol...),
 - Les dimensions de l'aire de déchargement disponible afin de stabiliser le camion (prévu dans le plan d'installation du chantier)
 - La nature et la résistance du sol2,
 - La charge utile des recettes à matériaux,
 - La distance de la zone de déchargement à l'axe du camion, dans le cas de l'utilisation d'une grue de chargement,
 - Les appareils de levage et engins de manutention qui seront utilisés le cas échéant pour décharger le véhicule,
- Signalisation des situations de co-activité,
- Signalisation des lignes électriques aériennes et réseaux dans un périmètre de 50m autour des voies de circulation et des zones de stockage,
- Caractéristiques admissibles sur le chantier du véhicule (gabarit, PTAC...),
- Autres renseignements utiles pour l'organisation des livraisons en sécurité

Un modèle de document est fourni en annexe.

Affaire

RENOVATION DES FACADES DU
CENTRE D'ULM

ATS20250203-10010

N° document

01

Date

27/06/2025

3.4 Stockage et entreposage des matériaux

Les zones de stockage seront nivelées et planes pour éviter tout risque de basculement ou de renversement des matériaux stockés.

Risque	Désignation Temporalité	Sécurisation Localisation	Lot chargé de la mise en place / Maintenance	Utilisateur / mutualisation des moyens
Chimique CMR	Solvant	Mise en place d'extincteurs adaptés <u>Ventilation</u> : Sans objet en extérieur Suivant zone de stockage <u>Moyen de stockage</u> : En bidon, attention si IGH ou ERP maximum 1 Litre	TCE	TCE
	Peinture Colle	Mise en place d'extincteurs adaptés <u>Ventilation</u> : Sans objet en extérieur <u>Moyen de stockage</u> : Sur palettes filmées	TCE	TCE
	Ki Anti-pollution	Kit à renouveler en cas d'utilisation ou si périmé. <u>Ventilation</u> : Sans objet <u>Moyen de stockage</u> : Chaque entreprise utilisant des produits potentiellement polluant ou carburant	TCE	TCE

Affaire

RENOVATION DES FACADES DU
CENTRE D'ULM

ATS20250203-10010

N° document

01

Date

27/06/2025

3.5 Conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres

Prévention des pollutions accidentelles Les Entreprises prendront toutes les dispositions nécessaires pour éviter toute pollution accidentelle lors de l'intervention de celle-ci sur site (la responsabilité de l'Entreprise sera engagée en cas de pollution accidentelle), en particulier lors des opérations d'entretien des engins de chantier (graissage, compléments d'huile, ravitaillement des engins en carburant, ...).

Un kit Anti-dépollution devra être sur site et accessible dès le démarrage du chantier.

Si l'Entrepreneur est responsable d'une pollution accidentelle, celui-ci aura à sa charge les travaux supplémentaires qui en découleraient (nettoyage des égouts municipaux et départementaux si nécessaires, actions correctives...).

Risques	Désignation Temporalité	Sécurisation Localisation	Lot chargé de la mise en place / Maintenance	Utilisateur / mutualisation des moyens
Sanitaire	Poste de travail	Toute zone	TCE pour ces intervention	TCE
Chute de plain- pied		<u>Fréquence</u> : Nettoyage permanent à minima journalier		
Heurt	Translation au sol	Matériel de type benne sur roue, Transpalette, Chariots,	TCE pour ces intervention	TCE
Chute d'objet		Fréquence : A disposition permanente		
	Bennes avec tri	Benne de tri sur Les Cinq ongles - Déchets Inertes (DI), - Les Déchets Industriels Banals (DIB), - Les Déchets Dangereux (DD), - Les Déchets d'Emballages (DE), - Les Ordures Ménagères (OM). Benne pour trie sur plateforme.	Lot 02	TCE
		Fréquence : Rotation autant que besoins		
	Benne couverte	A définir sur pic, à minima en pied de goulotte.	Lot 02	TCE
		Fréquence : Rotation autant que besoins		

Affaire

RENOVATION DES FACADES DU
CENTRE D'ULM

ATS20250203-10010

N° document

01

Date

27/06/2025

Interdictions

Jets de gravats par les baies d'étages, vers le sol.

Elimination de déchets par brûlage.

Gestion des déchets

Les entreprises seront tenues de se référer à tous les textes réglementaires et recommandations en vigueur. Catégories de déchets de chantier Les déchets de chantier se répartissent réglementairement suivant ces cinq catégories :

- Les Déchets Inertes (DI),
- Les Déchets Industriels Banals (DIB),
- Les Déchets Dangereux (DD),
- Les Déchets d'Emballages (DE),
- Les Ordures Ménagères (OM).

L'Entreprise chargé du lot aura à sa charge toutes les manipulations, transports et évacuation vers une décharge de son choix. Présence de bennes vides en fonction des déchets, rotation des changements et évacuation, à prévoir par l'Entreprise tout au long du chantier, Les déchets devront être évacués quotidiennement que ce soit dans les zones chantier où les zones d'installation de chantier.

Tout au long du projet, chaque entreprise présente sur le chantier est responsable du devenir de ses déchets. La responsabilité d'une entreprise peut être engagée lorsqu'un problème de pollution apparaît chez un récupérateur ou un exploitant d'installation de traitement / stockage dont l'origine est imputable au déchet en question. Cela est vérifié lorsqu'une entreprise :

- Confie un déchet sans informer explicitement le récupérateur de ses caractéristiques et de sa nocivité,
- Livre un déchet non conforme aux échantillons testés avant la transaction avec l'éliminateur.

L'entreprise en charge de la gestion des déchets devra fournir les informations sur l'entreprise d'enlèvement des déchets et le traitement des déchets (taux de valorisation de déchets).

Le SOSED comprendra à minima :

- Les dispositions à appliquer afin de réduire les quantités de déchets produites,
- La liste des filières adaptées pour une valorisation optimale des déchets,
- Un estimatif de la quantité de déchet produit fourni par typologie pour chaque lot, · la sélection des prestataires en charge du traitement des déchets,
- La définition précise des déchets admissibles par filière d'élimination, · les dispositions proposées pour la collecte finale (bennes, fûts...) et intermédiaire (conteneurs à roulettes, petites bennes, goulottes...),

Affaire

RENOVATION DES FACADES DU
CENTRE D'ULM

ATS20250203-10010

N° document

01

Date

27/06/2025

- Les agréments nécessaires pour le transport et la valorisation des déchets,
- Les arrêtés et certificats d'autorisation ou d'acceptation des centres de tri, valorisation, élimination...

3.6 Conditions d'enlèvements des matériaux dangereux utilisés

Risques	Désignation Temporalité	Sécurisation Localisation	Lot chargé de la mise en place / Maintenance	Utilisateur / mutualisation des moyens
Sanitaire Chute de plain- pied Heurt Chute d'objet	Produits ou déchets Amiantés	Zone de stockage : A définir sur PIC	Lot 01	
	Produits ou déchets plombés.	Zone de stockage : A définir sur PIC		

Présence d'amiante

Suivant documents répertoriés Chapitre 1.8

Lots concernés

Lot 01 Désamiantage (Voir autre intervenant si intervention sous SS4).

Les entreprises doivent répondre aux préconisations du décret du 4 mai 2012 et à ses arrêtés d'application. Tout ouvrier salarié de l'entreprise, en CDI, doit être formé suivant les modalités de l'arrêté du 23 février 2012. Les déchets seront évacués du chantier, avec BSDA, et éliminés, soit par inertage, soit par enfouissement, en décharge ISDD (Installation de Stockage de Déchets Dangereux), ou ISDND (Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux). En cas de découverte de matériau amianté non répertorié :

- Arrêt des travaux dans la zone.
- Sécurisation de la zone.
- Réalisation d'un diagnostic.
- En fonction du résultat, application ou non (dans le cas de diagnostic négatif) de la réglementation rappelée ci-dessus.

Durant les travaux, l'entreprise transmettra régulièrement au coordonnateur SPS, les mesures d'empoussièrement réalisées :

- Avant démarrage des travaux (point 0 ou état initial).
- Durant les travaux : mesures environnementales réalisées en dehors de la zone de travail et dans les locaux à proximité de celle-ci.
- A la fin des travaux, après démantèlement complet de l'installation de désamiantage (mesure de fin de chantier amiante).
- Les résultats de toutes les mesures seront inférieurs à 5 fibres/litre d'air

Présence de plomb

Suivant documents répertoriés Chapitre 1.9

Lots concernés

(Voir Intervenant autre si pas de déplombage prévu au programme)

Les ouvriers devront pouvoir bénéficier d'un suivi médical. Il est recommandé d'employer des salariés en CDI. Les déchets seront éliminés par enfouissement en décharge ISDD (Installation de Stockage de Déchets Dangereux), ou ISDND (Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux), ou ISDI (Installation de Stockage de Déchets Inertes).

Autres matériaux (radioactifs, gaz, terre polluées, déchets contaminés...)

Voir tableaux ci-dessus

3.7 Protections collectives / Accès provisoires

Risque	Désignation Temporalité	Sécurisation	Lot chargé de la mise en place	Utilisateur / mutualisation des moyens
Chute d'objet Heurt	Démolition		Lot 02 et 03	Lots 02 et 03
Chute de hauteur Chute d'objet	Façade	Protection périphérique et filet en sous face. Mise en place d'échafaudage de pieds périphérique. Mise en place réceptacle de potelets en attente sur la charpente.	Lot 02	TCE
	Châssis en façade sur allège < 1m	Protections collectives par garde-corps	Lot 02	TCE

Affaire

RENOVATION DES FACADES DU
CENTRE D'ULM

ATS20250203-10010

N° document

01

Date

27/06/2025

	Châssis en façade toute hauteur d'étage	Garde-corps (Attention, positionnement à valider avec le Lot Menuiserie Extérieure.	Lot 02	TCE
--	---	---	--------	-----

Dispositions générales :

Pour répondre aux principes généraux de prévention il est impératif que les échafaudages doivent être mis en commun pour tous corps d'état. Une adaptation doit être prise en compte si nécessaire pour les travaux de couvertures.

Une réunion d'adéquation sera organisée par le CSPS et la Maîtrise d'Œuvre au démarrage du chantier en présence des différents intervenants utilisateurs.

Chaque entreprise est responsable de la sécurité de ses salariés,

Remarque : Pour la sécurité des travailleurs, les mesures de protection collectives seront prioritairement mises en œuvre autant que raisonnablement possible. En d'autres termes, chaque entreprise ayant à intervenir sur un ouvrage considéré et quel que soit le titre auquel il intervient, devra s'assurer que les protections mises en place sont adaptées à ses travaux et suffisantes.

Si tel n'est pas le cas, cette entreprise aura à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux complémentaires pour assurer la protection collective de son personnel. Les nouvelles protections seront maintenues et entretenues par l'entreprise concerné aussi longtemps que nécessaire. Puis, après exécution de ses travaux, il appartiendra à l'entreprise et à ses frais, de rétablir les protections collectives initiales du Mandataire du Groupement.

Les différents types de protection et leurs implantations seront soumis pour avis au Coordonnateur SPS et seront décrits dans le PPSPS des entreprises concernées. La mise en place des protections définitives sera recherchée systématiquement pour retirer les protections provisoires.

Le retrait des protections collectives de chantier doit s'effectuer après la mise en place des protections définitives. Dans l'hypothèse où la pose de la protection définitive nécessiterait obligatoirement le retrait du garde-corps de protection collective, la sécurisation du personnel sera effectuée par protection individuelle, (intervention de moins d'une journée) et avec balisage explicite de la zone en cours de traitement. Cette dernière mesure de sécurité sera spécifiée dans les PPSPS.

Affaire

RENOVATION DES FACADES DU
CENTRE D'ULM

ATS20250203-10010

N° document

01

Date

27/06/2025

Démolitions

L'ensemble du bâtiment, ou selon la possibilité l'étage ou la zone d'intervention en travaux devra être consigné en termes de fluide, énergies et circulation, et ce avant intervention (Lots 04 et 05 en lien avec les services techniques).

Les méthodes de démolition sont laissées à l'appréciation de l'entrepreneur qui adoptera les dispositions qui lui conviennent. Il est toutefois formellement spécifié que les méthodes de démolition devront rester dans le cadre de la réglementation et des instructions qui lui seront données par les services compétents et le Maître d'Œuvre. Pour ces différents travaux une méthodologie sera à prévoir et à transmettre avant démarrage. L'entrepreneur devra lors de ce choix, tenir compte qu'il devra assurer dans tous les cas :

1. la sécurité de son personnel et la sécurité du public,
2. la protection des ouvrages et constructions conservés contigus ou situés à proximité,
3. l'étanchéité des constructions contiguës.
4. La conservation de la Fluidité des évacuations de secours

Mode d'exécution :

Tous les travaux de démolition, enlèvement de gravois sont exécutés par tous moyens réglementaires appropriés, au choix de l'entrepreneur, soit manuellement, soit mécaniquement, compte tenu de la nature des matériaux, et des travaux à effectuer.

L'analyse des bâtiments existants conduit l'entreprise à préconiser des mesures de protections spécifiques des riverains et des installations techniques extérieures vis-à-vis des risques engendrés par :

- Les chutes de gravats
- La poussière dû aux démolitions
- Les vibrations transmises par les planchers
- Le bruit des engins et des démolitions

Dans l'emprise du chantier, l'entreprise devra mettre en place des mesures de protection pour assurer la stabilité provisoire des ouvrages à tout instant de la déconstruction pour éviter toute chute brutale et effondrement.

Responsabilité de l'entrepreneur

L'entrepreneur demeurera responsable des dégâts, dégradations, désordres occasionnés par les vibrations ou par d'autres causes, sur le chantier ou à des tiers, mitoyenneté, voisinage, voiries, réseaux publics, etc... Il sera également rendu responsable de tous les accidents survenus sur le chantier ou à proximité dus à un manque de protection ou de signalisation. En aucun cas, le Maître de l'Ouvrage ne pourra être tenu responsable des accidents ou dégradations liés au chantier et survenus à des tiers.

Affaire

RENOVATION DES FACADES DU
CENTRE D'ULM

ATS20250203-10010

N° document

01

Date

27/06/2025

Obligations de l'entrepreneur

L'entrepreneur devra prendre contact en temps utile avec les services compétents et se renseigner sur les conditions particulières qui pourraient lui être imposées pour l'exécution de ces travaux de démolition. Toutes mesures devront être prises par l'entrepreneur pour garantir dans tous les cas la sécurité des tiers.

Prescriptions d'exécution

L'entrepreneur devra prévoir les échafaudages, planchers et barrières de garantie, garde-gravois, etc... ainsi que tous les étalements, étré sillonnements, etc... qui s'avèreront nécessaires pour l'exécution des travaux. Il sera formellement interdit de brûler sur place des bois ou autres matériaux combustibles en provenance des démolitions. En fin de travaux, l'ensemble du chantier sera livré propre et débarrassé de tous gravois ou de matériaux de démolition. Il est bien entendu que l'entrepreneur sera tenu à la réparation et la remise en état sans indemnité de tous les dommages causés par le fait de ses travaux.

Conditions particulières aux travaux de démolition

Le chantier ne sera ouvert qu'après autorisation régulière délivrée par les services compétents. L'entrepreneur devra respecter les heures d'ouverture du chantier qui lui auront été notifiées. Aucun trouble ne devra, en dehors de ces heures, être apporté à la tranquillité du voisinage. En tout état de cause, l'entrepreneur sera tenu de respecter les modifications des horaires de travail qui pourraient éventuellement lui être imposées en cours de chantier par les autorités compétentes et les différentes Maitrises. L'Entrepreneur devra respecter les mesures de sécurité prescrites dans les textes officiels et sans que cette énumération soit limitative, celle-ci pouvant être complétée de nouvelles prescriptions légales, il est rappelé les articles suivants :

Avant de commencer les travaux de démolition, toutes les parties à démolir devront être visitées, avec soin, par le chef d'entreprise ou ses préposés, afin de se rendre compte de la résistance de chacune des parties et il sera procédé aux étalements (notamment des planchers) qui seraient reconnus nécessaires au point de vue de la sécurité des ouvriers. Les ouvriers ne peuvent travailler à des hauteurs différentes que si des précautions sont prises pour assurer la sécurité de ceux qui sont occupés dans les plans inférieurs. Il s'agit surtout d'éviter que les ouvriers travaillant dans les plans inférieurs soient blessés par la chute de pierres ou de matériaux divers provenant des plans supérieurs. On essaiera au maximum de ne pas faire travailler les ouvriers sur des plans différents en cours de démolition. Lorsque dix ouvriers (10) au moins, sont occupés sur un chantier de démolition, l'emploi de chefs d'équipes, affectés exclusivement à la surveillance de travail est obligatoire. Il y aura au moins un chef d'équipe par dix ouvriers (1 par 10) sauf en cas de travaux concentrés exigeant l'unité de commandement. Aucun ouvrier ne doit être chargé d'un travail de démolition pour lequel il ne serait qualifié, et qui serait de nature à lui faire courir un risque anormal. Les conditions de

Affaire

RENOVATION DES FACADES DU
CENTRE D'ULM

ATS20250203-10010

N° document

01

Date

27/06/2025

travail des démolisseurs les conduisent à porter leur attention sur leur propre travail, presque exclusivement, ce qui peut entraîner des risques graves pour les autres ouvriers. Des chefs d'équipes doivent être affectés exclusivement à la surveillance, celle-ci ayant pour but essentiel de coordonner les activités des uns et des autres, dans l'intérêt de la sécurité.

Poussières

Contre le risque d'inhalation

Pour limiter l'émission de poussières au niveau le plus bas possible, il faut :

Travailler par voie humide (arrosage, humidification)

Travailler en vase clos (appareils hermétiques, boîtes à gant)

Recourir à des procédures d'ouverture des sacs ou de déchargement des véhicules évitant la dissémination Utiliser un aspirateur industriel équipé d'un filtre de haute efficacité (interdire le recours à la soufflette pour chasser la poussière)

Protection collective : Les poussières qui ne peuvent être éliminées doivent être captées au plus près de leur source d'émission avec un dispositif d'aspiration approprié à la nature des polluants, et conforme aux principes généraux de ventilation

Les installations doivent être maintenues en bon état de fonctionnement et contrôlées périodiquement. Protection individuelle : Lorsque l'utilisation de protections collectives est impossible ou insuffisante, les opérateurs doivent être équipés de protections individuelles et notamment de masques respiratoires dotés de filtres appropriés. Contre le risque d'explosion Nettoyer régulièrement les structures (charpentes métalliques...), tuyauteries (intérieur des parois...) en évitant de créer des nuages. Prendre des mesures empêchant la mise en suspension des poussières (mouillage). Installation d'évents sur les canalisations (orifices initialement obturés qui permettent de libérer la pression des gaz en cas d'explosion et donc d'en limiter les effets).

Plates-formes individuelles roulantes

Ces plates-formes sont des matériels autostables dont le plancher de travail est situé à 2,50 m du sol, destinés à n'être utilisés que par un seul opérateur. Elles sont qualifiées de « légères » (PIRL) lorsque leur masse est inférieure à 50 kg et que la hauteur du plancher de travail n'excède pas 1,50 m.

Échafaudages roulants

Ce sont des matériels en éléments préfabriqués, autostables, permettant des travaux en parois verticales ou en « plafond » à des hauteurs pouvant aller jusqu'à plus de 12 m, potentiellement utilisables par plusieurs personnes.

Échafaudages de pied

Ce sont des matériels à composants préfabriqués pouvant répondre à des demandes d'utilisation pour des travaux de grande envergure et de longue durée, nécessitant des postes

Affaire

RENOVATION DES FACADES DU
CENTRE D'ULM

ATS20250203-10010

N° document

01

Date

27/06/2025

de travail à grande hauteur et permettant l'accès à ces postes ainsi que l'acheminement du matériel nécessaire à la réalisation des travaux.

Échafaudages en console

Ce sont des matériels à composants préfabriqués, ne comportant qu'un seul niveau de travail, installés en encorbellement sur une paroi verticale et constitués de consoles, de plateaux destinés à la constitution des planchers et de protections périphériques. Contrairement aux autres types d'échafaudages, ils ne possèdent pas de moyens propres d'accès au plancher de travail. Plantes-formes élévatrices mobiles de personnel Les PEMP sont des équipements destinés à l'élévation d'un poste de travail pour une ou plusieurs personnes et son déplacement dans l'espace. Ils sont tous constitués d'un porteur permettant la translation dans le plan support de l'équipement. L'élévation peut quant à elle être verticale seulement ou multidirectionnelle.

Plâtrerie :

L'approvisionnement dans les étages se fera avec une fourche adaptée aux matériaux transportés, à la charge du sous-traitant utilisateur, avec aménagement d'une recette et de protections collectives mis en place à chaque étage, à décrire dans le PPSPS du lot concerné. Pour tous les postes de travail à plus de 3 mètres de hauteur, utilisation d'échafaudages roulants stabilisés conformes à la réglementation en vigueur. Mise en place d'un balisage périmètre de sécurité interdisant la circulation des autres personnes ou le travail en superposition. Nettoyage des postes de travail à l'avancement, retrait des déchets de polystyrène et d'emballage plastique au quotidien afin d'éviter les risques d'incendie.

Lots techniques :

En cas de soudure, oxycoupage ou tous travaux par point chaud, mise en place par l'entreprise d'extincteurs adaptés à chaque poste de travail utilisant des appareils à feu nu.

Pour tous les postes de travail à plus de 3 mètres de hauteur, utilisation d'échafaudages roulants stabilisés conformes à la réglementation en vigueur. Mise en place d'un balisage périmètre de sécurité interdisant la circulation des autres personnes ou le travail en superposition.

Le PPSPS décrira les conditions d'approvisionnement des matériels lourds situés en terrasse technique ainsi qu'en plénum.

L'ouverture des trémies en plancher se fera uniquement à l'avancement des travaux des lots techniques. Les lots techniques devront assurer les protections intermédiaires des trémies à l'avancement de leurs travaux. Les trémies des lots techniques en plancher seront obturées par treillis soudés, platelage bois, pré bouchement (à la charge des lots plomberie et CVC), ou

Affaire

RENOVATION DES FACADES DU
CENTRE D'ULM

ATS20250203-10010

N° document

01

Date

27/06/2025

tout autre système équivalent selon leurs dimensions. Les grandes trémies de gaines techniques devront être protégées par un garde-corps tubulaire avec plinthe.

Toute gaine métallique sortant d'une trémie doit dépasser d'un mètre minimum au-dessus du niveau du plancher et être protégée en tête par un capuchon ou platelage solidement fixé.

Maintien des protections collectives lors des interventions en terrasse.

Tous les travaux de câblage et de raccordement électrique doivent être réalisés hors tension. Pour toute intervention dans un local électrique sous tension une habilitation électrique est Obligatoire. Les travaux d'essais et de mise sous tension ne peuvent être confiés qu'à du personnel hautement qualifié et habilité. Les fiches techniques des matériaux et produits mis en œuvre (notamment les conditions d'hygiène et de sécurité à la pose) fournies par le fabricant seront joints au PPSPS.

Pour tous les lots : Coordination avec le lot revêtements de façade,

Levage et manutentions, l'introduction d'un engin mobile de levage sera soumise à la réalisation et à l'acceptation d'une étude de stabilité et d'une vérification d'interférence avec les autres moyens de levage. L'entreprise devra prévoir les appareils de levage adaptés aux charges à lever et aux manutentions à effectuer. Les élingues devront être neuves et vérifiées régulièrement. Les charges devront être dotées de points d'élingage adaptés à leur poids et à leur résistance. Une étude spécifique aux opérations de levage, d'entreposage et de manutention sera exigée lors de la réunion d'inspection commune et jointe PPSPS

En cas de soudure oxycoupage ou tous travaux par point chaud, la mise en place d'un extincteur

Affaire

RENOVATION DES FACADES DU
CENTRE D'ULM

ATS20250203-10010

N° document

01

Date

27/06/2025

3.8 Electricité de chantier

Risque	Désignation Temporalité	Sécurisation Localisation	Lot chargé de la mise en place / Maintenance	Utilisateur / mutualisation des moyens
Electrisation Electrocution	Alimentation principale Préalablement au démarrage du chantier.	Depuis le poste de transformation défini par ENEDIS	MOA	TCE
	Armoire générale Préalablement au démarrage du chantier	A définir sur PIC	MOA	TCE
	Alimentation cantonnement Dès la mise en fonctionnement de la base vie	Depuis une armoire divisionnaire (Séparé des armoires servant au matériel de levage)	Lot 02 / 04 / MOA	TCE
	Alimentation équipement manutention verticale Préalablement à la mise en service des moyens, évolution à prévoir en fonction des modifications ou déplacement	Depuis une armoire divisionnaire	Lot 04	TCE
	Armoires secondaires Dès le démarrage du chantier, avec accroissement du nombre autant que besoin pour les travaux TCE	A définir sur PIC après validation	Lot 04	TCE
	Eclairage circulation verticale Dès le démarrage des travaux, évolution à prévoir en fonction de l'évolution du Bâtiment.	Depuis une armoire divisionnaire Séparé permettant de limiter la mise en obscurité.	Lot 04	TCE

Affaire

RENOVATION DES FACADES DU
CENTRE D'ULM

ATS20250203-10010

N° document

01

Date

27/06/2025

Eclairage circulation horizontale	Depuis une armoire divisionnaire Séparé permettant de limiter la mise en obscurité.	Lot 04	TCE
Dès le démarrage des travaux, évolution à prévoir en fonction de l'évolution du Bâtiment.			
Eclairage de secours	BAES à chaque changement de direction et sortie.	MOA / Lot 04	TCE
Dès le démarrage des travaux, évolution à prévoir en fonction de l'évolution du Bâtiment.			
Eclairage poste de travail	Projecteurs Leds étanches + protection mécanique	TCE	TCE
A la prise de chaque poste.			

Disposition en cas de litige ou défaillance

L'ensemble des installations électrique provisoire de chantier feront l'objet d'un contrôle par un organisme agréé, conformément aux dispositions du Décret du 14 Novembre 1988. Ces vérifications et mesures devront faire l'objet d'un rapport établi suivant les instructions réglementaires par un technicien compétent, instruit des problèmes de sécurité électriques des chantiers. De plus ce contrôle se devra d'être notifiée dans un P.V. joint au compte-rendu de chantier. La date de chaque vérification devra être portée au registre de sécurité, ainsi que le nom et la qualité de la personne qui l'a effectuée.

Le coordonnateur avise l'entreprise de la défaillance ou de la non-application d'une mesure. En cas de non-respect de la demande du coordonnateur SPS celui-ci avise le Maître d'Ouvrage de la défaillance ou de la non-application d'une mesure par l'entreprise. Une réunion est réalisée entre les différentes parties concernées afin d'analyser la ou les défaillances et le ou les responsables de cette défaillance. Un accord est trouvé à l'issue de cette réunion. En cas de non-accord entre les parties, le Maître d'Ouvrage reste seul décideur.

Le titulaire du lot chargé de l'installation du tableau de comptage du chantier et des locaux de la base vie du chantier, aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques. Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation. Le titulaire du lot chargé des installations secondaires des coffrets et des éclairages des circulation du chantier aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques. Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation.

Affaire

RENOVATION DES FACADES DU
CENTRE D'ULM

ATS20250203-10010

N° document

01

Date

27/06/2025

3.9 Mesures prises en matière d'interactions sur le site (Gestion de la co activité)

Risques	Désignation Temporalité	Sécurisation Localisation	Lot chargé de la mise en place	Utilisateur / mutualisation des moyens
Chute d'objet	Curage Démolition	Neutralisation des accès aux zones, Balisage des cheminements, Protection Collective,	Lot 03 Consignation par les lots 04 et 05 en lien avec les services techniques	
Heurt	Durée complète.			
	Dépose des MEX / Stores Travaux de façade	Mise en place d'un échafaudage mutualisé	Lot 02	TCE

Consignation des réseaux

L'ensemble du réseau électrique et des réseaux Fluides alimentant les zones à mettre en travaux doit être consigné avant toute autre intervention.

Les consignations sont réalisées par personnel en possession des habilitations nécessaires.

Les Attestations de consignations seront à remettre avant le début des travaux.

Les marquage-piquetage, compte-rendu de marquage-piquetage et tracé au sol réglementaires et efficaces de tous les réseaux, avec une vigilance spécifique pour les réseaux enterrés qui seraient identifiés comme contenant de l'amiante, réseaux Gaz, électriques, et de façon générale au titre du I de l'article R554-2 du code de l'Environnement, les installations sensibles pour la sécurité, devront être effectué préalablement au démarrage des travaux, en prenant notamment en compte les principes et recommandations du Guide d'application de la réglementation relatives aux travaux à proximité des réseaux, Fascicule 3, et dans l'ensemble les prescriptions en Fascicules 1 à 3 et complément à l'application du guide en norme Afnor NF S 70-003.

En cas de réseaux qui ne pourraient être consignés, une signalisation spécifique sera à mettre en place à tout emplacement présentant ou pouvant présenter des risques, avec Plans de localisation / de tracés tenus directement accessibles en classeur de sécurité à mettre en place pour le chantier.

Affaire

RENOVATION DES FACADES DU
CENTRE D'ULM

ATS20250203-10010

N° document

01

Date

27/06/2025

Les chargés de consignations informeront précisément sur leurs avancements, pour éviter tout démarrage de travaux avec réseaux actifs.

La mise en place d'une signalisation réglementaire et d'une interdiction physique ou mécanique à la remise sous tension et/ou sous circulation de Fluides des installations, sera apposée au droit des organes de commande et/ou de coupure.

Les Attestations de consignation des réseaux électriques et réseaux Fluides étant à établir, afficher et tenir en Classeur de sécurité du chantier avant commencement des autres travaux.

Généralités :

Il convient d'éviter au maximum les superpositions de tâches. Sur le principe, en plus des protections collectives à installer sur le chantier, toute activité d'entreprise située au niveau supérieur devra faire l'objet par celle-ci de protection adéquate pour les entreprises des niveaux inférieurs.

Décalages d'intervention (travaux superposés, protections collectives) :

Lots et zones concernés :

- Lot Désamiantage, aucune Co-activité accepté

Mesures prises :

Etude avec Maîtrise d'Œuvre et Entreprise pour synchroniser les actions et éviter le plus possible les co-activités.

En cas de travaux superposés, l'entreprise située en partie supérieure devra prendre les mesures de protection adaptées, balisages ou autres, pour éviter tout accident, chute d'objet, de matériel de matériaux etc.... en contrebas.

Durant l'Inspections Communes avec les entreprises analyse des méthodes d'interventions envisagées par celles-ci.

3.10 Nuisances

Les travaux seront conduits de façon à éviter, limiter au maximum possible en cas d'impossibilité technique, les nuisances et la gêne (Bruits, poussières, vibrations, projections, émanations toxiques, fumées, odeurs, stationnements sauvages, etc.) tant pour les autres utilisateurs du site général que pour ceux de ses abords.

Le coordonnateur SPS attire l'attention de l'entreprise sur les risques de nuisances : l'ensemble des travaux à fortes nuisances s'organiseront au maximum en dehors des heures d'affluence aux abords du site et sur le site du chantier - y compris en matière d'approvisionnements et si des horaires décalés ne pouvaient être évités, et avec application des plages horaires de chantier.

Affaire

RENOVATION DES FACADES DU
CENTRE D'ULM

ATS20250203-10010

N° document

01

Date

27/06/2025

3.11 Travaux par point chaud

En cas de travaux généraux par points chauds (soudure, tronçonnage, ...), une demande de permis de feu sera à réaliser suivant la procédure du site.

Un SSIAP sera prévu pour toute demande de permis de feu par la MOA.

Mettre en place à proximité des travaux un extincteur à jour des contrôles réglementaires.

Dégager les zones de travail de tous les matériaux combustibles.

Vérifier l'absence de propagation de la chaleur au travers des matériaux, conduits.

Réaliser un autocontrôle avant de quitter le chantier et au minimum 2 heures après la fin des travaux.

4 MESURES GENRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT

4.1 Cantonnements

Un cantonnement unique de chantier sera mis à la disposition de tous les lots par l'Entreprise Titulaire du lot 02. Cette base vie de chantier dont les locaux sont mis à disposition par le maître d'ouvrage, sera réalisée au sein des locaux du site du centre ULM et ponctuellement au 12 PANTHEON.

Au 1er Niveau de sous-sol : Sanitaires, lavabos, WC, douche, compris accessoires, 1 vestiaire compris casiers vestiaires

• Au 1er Sous-sol, 1 réfectoire avec coin cuisinette, tables, une salle de réunion et autre suivant PGC

• Au 1er Sous-sol du 12 PANTHEON, 1 vestiaire compris casiers vestiaires

Affaire

RENOVATION DES FACADES DU
CENTRE D'ULM

ATS20250203-10010

N° document

01

Date

27/06/2025

Désignation	Effectif de bas	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Vestiaires	1.25 m ² par personne	Voir PIC Provisoire du MOE joint au DCE.	En fonction de l'accroissement du personnel.	Lot 02	Lot 02	Lot 02
Réfectoire	1,50m ² par personne	Voir PIC Provisoire du MOE joint au DCE.	En fonction de l'accroissement du personnel.	Lot 02	Lot 02	Lot 02
Sanitaires	1 WC (turc) et 1 urinoirs pour 20 personne	Voir PIC Provisoire du MOE joint au DCE.	En fonction de l'accroissement du personnel.	Lot 02	Lot 02	Lot 02
Sanitaires sur chantier	Mise en service tous les deux niveaux dans le bâtiment dès que possible		En fonction de l'accroissement du personnel.	Lot 02	Lot 02	Lot 02
Douches	1 pour 8 personnes en phase travaux salissant 1 pour 12 en travaux courant.	Voir PIC Provisoire du MOE joint au DCE.	En fonction de l'accroissement du personnel.	Lot 01	Lot 01	Lot 01

NOTA : Des sanitaires spécifiques seront mis en place en cas d'intervention de personnel féminin sur le chantier. Disposition en cas de litige ou défaillance.

Affaire

RENOVATION DES FACADES DU
CENTRE D'ULM

ATS20250203-10010

N° document

01

Date

27/06/2025

5 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISE EN LA MATIERE

5.1 Organisation

Chaque entreprise, préalablement à son arrivée sur site transmettra la liste des secouristes devant être présent sur site. Le Lot Installations de Chantier/Lot Gros-Œuvre, compilera une liste (Avec Nom et tél. Portable) et l'affichera dans les bureaux, le Poste de garde et à l'entrée du site. Dans le même temps, chaque entreprise désignera l'encadrant responsable de la gestion des secours en cas d'accident.

Chaque entreprise devra désigner un représentant qui pourra être joint en dehors des heures d'ouverture du chantier (téléphone portable), aussi bien la nuit que les jours fériés ou chômés, pour parer d'une façon rapide et efficace à tout incident survenant du fait du chantier pendant l'exécution des travaux.

Désignation	Localisation	Disposition Particulière	Signalisation	Lot chargé de la mise en place
Téléphone d'urgence	Bureaux de chantier devant être ouvert à tous, avec liste des N° affichés.	Attention, si utilisation de ligne portable, prévoir à minima deux opérateurs distinct.	Indiqué sur le PIC	Lot Installations de Chantier.
Liaison avec les secours	Bureau de chantier Poste de sécurité Entrée du site	Prendre compte la liste des	Personnel visible en attente au point	Lot Installations de Chantier.

Affaire

RENOVATION DES FACADES DU
CENTRE D'ULM

ATS20250203-10010

N° document

01

Date

27/06/2025

		numéros d'urgence.	de rencontre défini avec les secours.	TCE
Accès secours	Accès permanent. Liste des astreintes devant être connu par les différentes Maîtrises.	Accès permanent	Accompagnement par encadrement de chantier obligatoire.	Lot Installations de Chantier. TCE
Point de rencontre	Point indiquer sur le PIC. Entrée principale du site, avec accompagnement des secours vers la victime.	A dégager sans délai, neutralisation des travaux si besoin	Balisage par homme trafic si besoin, dégagement des voies d'accès avec effet immédiat	Lot Installations de Chantier. TCE
Médecin généraliste	Laurent VABRE 7 rue Lhomond – 75005 Paris Tél : 01 45 35 11 32			
Pharmacie	Pharmacie Gay Lussac 38 rue Gay Lussac Tél : 01 43 29 32 26			
Clinique COCHIN	27 rue Fbg Saint Jacques – 75005 Paris 01 58 41 41 41			
Service sécurité	Poste de Garde Guerite à l'entrée du site.	Personnel et moyens à indiquer	A indiquer au PIC Affichage visible sur site	Lot Installations de Chantier. TCE
Secouriste	1 secouriste pour chaque entreprise	Prévoir 1 pour dix minimum.	Liste affichée dans la base vie Sigle apposé sur le casque	TCE
Trousse de secours	1 par entreprise minimum	Trousse à jour, et en fonction des indications du médecin du travail de l'Entreprise.	Sans Objet	TCE
Extincteur cantonnement	Extincteur dans chaque module, y compris circulation et bureaux.	Prévoir du personnel formé à l'utilisation des différents	Indication visible du type de matériel au-dessus	Lot Installations de Chantier Lot Gros-Œuvre

Affaire

RENOVATION DES FACADES DU
CENTRE D'ULM

ATS20250203-10010

N° document

01

Date

27/06/2025

		types de matériel.		
Contrôle périodique	Obligatoire pour l'ensemble des installations électriques Obligatoire pour l'ensemble des moyens de levage de matériel et personnel Obligatoire pour l'ensemble des engins et matériel	Périodicité à respecter en fonction du type de contrôle.	Indication Obligatoire sur le matériel et registres de sécurité	TCE
Extincteur chantier	Extincteurs adaptés aux risques et produits stockés et/ou utilisés	A chaque point de stockage Sur les travaux "point chaud" Au droit des réserves de carburant Lors des remplissages de carburant.	Affichage et repérage sur le PIC	Lot Installations de Chantier Lot Curage Lot Démolition Lot Gros-Œuvre Lot CES Lot Etanchéité

6 MODALITE DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRISE, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

6.1 PPSPS

Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

- Rédigé par l'entreprise après visite d'inspection commune avec le CSPS (Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé).
- Transmis au CSPS avant démarrage des travaux.

- Tenu à disposition et consultable sur chantier.
- Diffusé aux organismes de prévention (Inspection du travail, CRAM ou CARSAT, OPPBTP) pour le lot gros-œuvre, le lot principal, les lots avec travaux à risques particuliers.
- Conservé 5 ans par l'entreprise.

Règle de diffusion et de communication

Avant le début des travaux, l'ensemble des PV de conformité sera transmis au CSPS ainsi que tous documents inhérents à la Sécurité (vérification réglementaire, électricité, incendie, contrôle technique des engins, autorisation de conduite...) pour le personnel déjà désigné et le matériel devant être engagé pour l'intervention.

Établissement du P.P.S.P.S.

Dès qu'elle en a connaissance, l'entreprise diffusera au coordonnateur de sécurité et de santé les éléments suivants : Les noms et adresses des entrepreneurs et sous-traitants intervenant dans le processus de réalisation des ouvrages. La date approximative d'intervention de chaque sous-traitant. L'effectif prévisible par entreprise des travailleurs affectés au chantier. La durée prévue des travaux de chaque sous-traitant.

Chaque entreprise réalisant des travaux doit rédiger un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S.) avant de démarrer toute intervention sur le chantier. Ce P.P.S.P.S. devrait être adapté à l'opération considérée. Pour cela elle dispose de 30 jours à compter de la réception de son marché pour élaborer le P.P.S.P.S. pour l'entreprise générale et d'une semaine pour les entreprises sous-traitantes. L'entreprise du lot principal communiquera son P.P.S.P.S. à toutes les entreprises des autres lots.

Préalablement à toute intervention, chaque entreprise procédera à une Inspection Commune du chantier avec le coordonnateur sécurité en vue de préciser, en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser, les consignes à observer, les P.P.S.P.S. à diffuser par le coordonnateur. Cette inspection commune aura lieu chaque fois que c'est possible avant diffusion définitive du P.P.S.P.S. de manière à intégrer éventuellement dans ce document, les consignes résultant de l'inspection préalable procédée sur le chantier.

Chaque entreprise y compris sous-traitantes, diffusera un exemplaire de son P.P.S.P.S. au Coordonnateur sécurité via l'entreprise titulaire du marché.

Il doit être conservé par chaque entrepreneur 5 ans après réception des ouvrages. L'entreprise du lot principal ainsi que l'ensemble des entreprises réalisant des travaux présentant des risques particuliers tels qu'énumérés sur la liste prévue à l'article L 235-6 du code du travail procéderont en supplément, à une diffusion du P.P.S.P.S. aux organismes administratifs de

Affaire

RENOVATION DES FACADES DU
CENTRE D'ULM

ATS20250203-10010

N° document

01

Date

27/06/2025

prévention dont la liste est donnée dans le présent plan Général de Coordination (article 3.1.). Toutes les entreprises tiendront leur P.P.S.P.S. sur le chantier à disposition de ces mêmes organismes de prévention.

Au cas où l'entrepreneur contactant aura plusieurs sous-traitants, il sera tenu de leur communiquer, dès la conclusion du contrat, les noms et adresses des autres sous-traitant, de leur transmettre, sur leur demande, les P.P.S.P.S. établis par les autres sous-traitants.

Les clauses définies au présent article sont entièrement applicables à tous les sous-traitants et aux prestataires de services travaillant pour le compte de l'entreprise titulaire.

Toute dérogation à cette règle serait une clause d'expulsion immédiate du chantier du traitant ou prestataire concerné sans que l'entreprise adjudicataire puisse prétendre à une quelconque indemnité, et sans préjudice de l'application des autres clauses des documents contractuels.

Une Inspection Commune peut avoir de nouveau lieu avec l'ensemble des entreprises concernées.

À ce titre des Inspections Communes seront réalisées au fur et à mesure de la désignation des entreprises durant leur période de préparation. Les entreprises sont tenues de prendre rendez-vous avec le Coordonnateur SPS au moins 2 semaines avant leur intervention. Ces Inspections Communes pouvant être renouvelable en fonction des interactions du ou des chantiers.

Il est rappelé aux entreprises qu'il est INTERDIT de démarrer les travaux si :

- Constat de défaut d'Inspection Commune (inspection commune non effectuée, délais des 3 semaines non respecté),
- Non réception du PPSPS, Analyse du PPSPS non effectué par le coordonnateur SPS.
- Si le PPSPS est recevable ou non.

Travailleurs indépendants

Les travailleurs indépendants, les employeurs exerçants eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis :

- À l'établissement d'un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé, - Aux mesures générales de protection et de solidarité,
- Aux modalités de l'évaluation des risques pour la santé et la sécurité liés aux choix des procédés, des équipements de travail, des substances dans l'aménagement des lieux de travail, dans la définition des postes de travail,
- Aux actions des organismes Professionnels d'Hygiène et de Sécurité et des Conditions de Travail, - Aux règles relatives aux substances et préparations dangereuses,

- À la mise en place, à l'acquisition et à l'utilisation de matériel conforme,
- À mettre en œuvre, vis-à-vis des autres personnes intervenant sur le chantier, comme d'eux-mêmes, les principes généraux de prévention. Le Plan Général de Coordination leur est applicable en totalité.

Emploi du personnel intérimaire

Dans le cas où les entreprises feraient appel à du personnel fourni par une agence d'intérim, il leur appartient de s'assurer que ce personnel satisfait aux obligations d'aptitude médicale, aux postes auxquels il sera employé.

Ce personnel devra être doté des mêmes moyens de protection individuelle que les salariés en poste sur le chantier par l'entreprise utilisatrice. Le responsable sur site de l'entreprise concernée devra, lors de l'accueil de ces personnes, leur exposer les Règles de sécurité du chantier et les Règles de prévention (par exemple : jeu de cartes O.P.B.T.P.).

Certains travaux, sauf dérogation du directeur du travail et de l'emploi, sont interdits aux intérimaires

- Exposition à certains agents chimiques (liste à demander aux CRAM)
- Inhalation des poussières et métaux durs (nickel, cuivre, ...)
- Travaux de dé-flocage et démolition exposant aux poussières d'amiante

6.2 Prestataire de service

Les entreprises qui utilisent des prestataires de service extérieurs à l'entreprise, tels que livreurs, grues mobiles, camion toupie-béton, ..., devront :

- Leur transmettre les informations du présent PGC qui les concernent.
- Leur transmettre un exemplaire de leur PPSPS, auquel sera joint le DHOL (Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité sur chantier), annexé au présent PGC.
- Indiquer dans leur PPSPS le recours à ces prestataires et traiter les risques inhérents à leurs interventions (à partir des informations du DHOL).
- Informer le CSPS du recours à ces prestataires.
- Accueillir ces prestataires à leur arrivée sur le chantier et les informer des consignes de sécurité spécifiques à respecter.

6.3 Travailleurs indépendants

Les travailleurs indépendants qui exercent directement une activité sur le chantier sont soumis aux dispositions du présent PGC et doivent se rapprocher du CSPS.

Affaire

RENOVATION DES FACADES DU
CENTRE D'ULM

ATS20250203-10010

N° document

01

Date

27/06/2025

6.4 Travailleurs détachés

Pour toute opération sur laquelle se trouvent engagés des travailleurs détachés, le maître d'ouvrage demande (à l'employeur des travailleurs détachés) copie de la déclaration de détachement transmise par l'employeur, établi hors de France, à l'unité territoriale de la DIRECCTE dont dépend géographiquement l'opération. Le maître d'ouvrage s'assure que l'employeur, établi hors de France, a désigné un représentant en France. Le maître d'ouvrage, informé par écrit par un agent de contrôle compétent (agent de contrôle de l'inspection du travail, agent des organismes de sécurité sociale, ...) du non-respect de la législation par l'employeur, établi hors de France (hébergement, durée du travail, salaire minimum, règles relatives à la santé et sécurité au travail, ...), doit enjoindre l'employeur, établi hors de France, de faire cesser sans délai cette situation et transmettre à l'agent de contrôle (mentionné ci-dessus) le résultat de son action. A défaut de régularisation, la responsabilité du maître d'ouvrage serait engagée (sanction administrative, prise en charge hébergement, paiement des rémunérations, ...).

Détachement temporaire en France de salariés d'une entreprise étrangère Pour détacher des salariés en France, l'entreprise doit obligatoirement accomplir plusieurs formalités :

- La déclaration préalable de détachement de salariés en France ;
- La désignation d'un représentant ;
- L'adhésion à une caisse de congés payés et « intempéries » pour les secteurs du BTP et des spectacles.

L'employeur doit aussi disposer des documents relatifs à ses salariés détachés et à son activité, en cas de contrôle de l'Inspection du travail.

Prendre en compte le lien suivant : <http://travail-emploi.gouv.fr/droit-du-travail/detachement-des-salaries-et-lutte-contre-la-fraude-audetachement/article/obligations-de-l-employeur-de-salaries-detaches>

Les déclarations sont à réaliser par le biais du lien suivant ; www.sipsi.travail.gouv.fr

Les modalités de recours à la PSI renforcent la lutte contre le travail illégal et la concurrence déloyale et assurer la protection des salariés.

Pour Rappel :

- Obligations du Donneur d'Ordre en rappelant qu'avant le début de chaque prestation, Il doit obtenir de tous les prestataires de la chaîne contractuelle les copies des déclarations préalables de détachement, transmises à l'inspection du travail par voie

dématérialisée. A défaut, effectuer la déclaration dans les 48 heures suivant le début de la prestation.

- Annexer cette déclaration préalable de détachement au registre unique du personnel de son entreprise et préciser dans le bilan social le nombre de travailleurs détachés accueillis.
- Chaque entreprise devra fournir une copie du document désignant le représentant de l'entreprise en France.
- Pour tout contrat d'au moins 5000 € HT, fournir le Certificat A1, l'attestation fiscale et le certificat d'immatriculation à un registre professionnel.
- Justifier que la rémunération des salariés détachés correspond au minimum conventionnel de la branche professionnelle concernée et respect des droits fondamentaux des salariés énumérés à l'article L.8281-1 du Code du travail (CT).
- Fournir les justificatifs de bonnes conditions d'hébergement des salariés détachés. En cas d'alerte de l'inspection du travail, faire cesser sans délai des conditions d'hébergement collectif incompatibles avec la dignité humaine.
- En tant qu'entrepreneur principal, déclarer et faire agréer par le Maître d'Ouvrage les conditions de paiement de chaque sous-traitant.
- Fournir le justificatif de la Caisse congés-intempéries du BTP (www.cibtp-idf.fr), et que les travailleurs détachés disposent d'une carte d'identité professionnelle.
- Au cas où un salarié détaché est victime d'un accident du travail, effectuer la déclaration à l'inspection du travail du lieu où s'est produit l'accident (article L.1262-4-4). L'absence de cette déclaration, peut être également sanctionnée par une amende administrative, selon la loi du 08 août 2016 (article L.1264-2).

Affaire

RENOVATION DES FACADES DU
CENTRE D'ULM

ATS20250203-10010

N° document

01

Date

27/06/2025

ANNEXES

Affaire

RENOVATION DES FACADES DU
CENTRE D'ULM

ATS20250203-10010

N° document

01

Date

27/06/2025

Panneau : En cas d'accident

En cas d'urgence

Rassembler les informations à indiquer à votre interlocuteur en lien avec le sauveteur secouriste du travail (SST).

1 La nature de l'urgence*

2 Informations du chantier

Nom du chantier : Téléphone :

Adresse :

Code postal : Ville :

3 Le point de rendez-vous Par exemple : une personne à l'entrée vous guidera.

4 L'appel des secours

15

Samu

18

Pompiers

17

Police secours

112

Centre d'appels secours

*** Les bonnes informations sur la nature de l'urgence**

Les circonstances de l'urgence : description et risques possibles

Par exemple : chute d'un toit, chute dans une fosse, explosion, ensevelissement, heurt ou collision avec un véhicule...

Les difficultés d'accès et de dégagement

Par exemple : blessé(s) sur le toit, risque d'éboulement, risque d'incendie...

Le nombre de victimes et leur état


Par exemple : deux ouvriers blessés dont un saigne et ne parle pas.

L'intervention éventuelle du secouriste

Par exemple : premiers soins, bouche à bouche...


L'écoute des consignes du centre d'appel d'urgence

Ne raccrochez jamais le premier.



SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL : une liste à jour mentionnant leur nom doit être affichée sur le chantier. Les sauveteurs secouristes du travail sont reconnaissables au logo placé sur leur casque et sur leur tenue de travail

OPPBTP



preventionbtp.fr

Ref. : A1 A 03 23

Document harmonisé d'organisation des livraisons en Sécurité (DHOL)

CSPS	Nom	①
Mise à jour	Date de modification	Éléments modifiés

Partie à remplir par le CSPS				
Adresse chantier		Coordonnées GPS		
Contraintes horaires de livraisons		Moyens mutualisés de levage et manutention (cf. PGCSPS)		
Autres renseignements utiles (contraintes administratives...)		Quai de déchargement	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non

Partie à renseigner par le client (entreprise du BTP)				
Nom de l'entreprise		Adresse siège		
Nom du réceptionnaire		Coordonnées du réceptionnaire		
Plages horaires de livraisons				
Présence chef de manœuvre		<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non	
Distance et hauteur maxi de la zone de déchargement au camion	<input type="checkbox"/> d(m) <input type="checkbox"/> h(m)	Charge utile de la recette à matériaux (le cas échéant)		<input type="checkbox"/>
Appareil de levage utilisé pour l'opération	<input type="checkbox"/> grue de chargement	<input type="checkbox"/> appareil propre au chantier <input type="checkbox"/> appareil à la charge du fournisseur		Type
Autres renseignements utiles				

Affaire

RENOVATION DES FACADES DU
CENTRE D'ULM

ATS20250203-10010

N° document

01

Date

27/06/2025